

Projet pour le Comité exécutif



Règlement sur l'octroi de licence aux clubs pour l'UEFA Women's Champions League

Table des matières

Préambule	6
I - Dispositions générales	7
Article 1 Champ d'application	7
Article 2 Objectifs	7
Article 3 Responsabilités de l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA	8
Article 4 Définitions	8
II - Octroi de licence aux clubs	14
Chapitre 1 : Bailleur de licence	14
Article 5 Responsabilités du bailleur de licence	14
Article 6 Administration d'octroi de licence	14
Article 7 Instances décisionnelles	15
Article 8 Liste de sanctions	17
Article 9 Certification du bailleur de licence	17
Article 10 Phases essentielles de la procédure	17
Article 11 Procédures d'évaluation	18
Article 12 Égalité de traitement et confidentialité	18
Article 13 Procédure d'exception	18
Chapitre 2 : Candidat à la licence et licence	18
Article 14 Définition du candidat à la licence et règle des trois ans	18
Article 15 Responsabilités générales du candidat à la licence	19
Article 16 Licence	19
Article 17 Autorisation spéciale	20
Chapitre 3 : Critères d'octroi de licence	20
Article 18 Généralités	20
Critères sportifs	20
Article 19 Programme de développement du football junior	20
Article 20 Équipes féminines juniors	21
Article 21 Suivi médical des joueuses	21
Article 22 Inscription des joueuses	21
Article 23 Contrat écrit avec les joueuses professionnelles	21
Article 24 Prêts de joueuses professionnelles	22
Article 25 Questions liées à l'arbitrage et Lois du Jeu	22
Critères liés à la responsabilité sociale du football	22
Article 26 Stratégie en matière de responsabilité sociale du football	22
Article 27 Égalité et inclusion	22
Article 28 Lutte contre le racisme	22
Article 29 Protection et bien-être des enfants et des jeunes	22
Article 30 Football pour tous	22
Article 31 Protection de l'environnement	23
Critères infrastructurels	23

Article 32	Stade pour l'UEFA Women's Champions League	23
Article 33	Disponibilité des installations d'entraînement	23
Article 34	Infrastructures minimales des installations d'entraînement	23
Critères administratifs et liés au personnel		24
Article 35	Responsable administratif	24
Article 36	Responsable des médias	24
Article 37	Médecin	24
Article 38	Physiothérapeute	24
Article 39	Entraîneur principal de l'équipe première féminine	25
Article 40	Entraîneur assistant de l'équipe première féminine	25
Article 41	Entraîneur de gardiennes de l'équipe première féminine	25
Article 42	Entraîneurs d'équipes féminines juniors	26
Article 43	Dispositions communes applicables aux qualifications d'entraîneur de l'UEFA	26
Article 44	Contrats écrits	27
Article 45	Prestataires de services	27
Article 46	Occupation des fonctions	27
Article 47	Structure organisationnelle	28
Article 48	Obligation de remplacement pendant la saison	28
Critères juridiques		28
Article 49	Déclaration relative à la participation à l'UEFA Women's Champions League	28
Article 50	Informations juridiques minimales	29
Article 51	Contrat écrit avec une société de football	30
Article 52	Structure juridique du groupe	30
Article 53	Partie exerçant le contrôle ultime, bénéficiaire ultime et partie exerçant une influence notable	31
Article 54	Lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence	32
Critères financiers		33
Article 55	Entité(s) présentant les états financiers et périmètre de reporting	33
Article 56	États financiers annuels	34
Article 57	Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football	35
Article 58	Absence d'arriérés de paiement envers le personnel	37
Article 59	Absence d'arriérés de paiement envers les administrations sociales et/ou fiscales	38
Article 60	Absence d'arriérés de paiement envers l'UEFA et le bailleur de licence	39

III - Dispositions finales 40

Article 61	Texte faisant foi et langue de correspondance	40
Article 62	Annexes	40
Article 63	Audits de conformité	40
Article 64	Mesures disciplinaires	40
Article 65	Dispositions d'application	40
Article 66	Adoption, abrogation et entrée en vigueur	41

Article 67	Dispositions exceptionnelles et transitoires	41
Annexe A - Procédure d'exception		42
A.1	Principes	42
A.2	Procédure	42
Annexe B - Délégation des responsabilités relatives à l'octroi de licence à une ligue affiliée		44
B.1	Principes	44
Annexe C - Intégration des critères d'octroi de licence aux clubs pour l'UEFA Women's Champions League dans le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs		45
C.1	Principe	45
C.2	Procédure	45
Annexe D - Application à titre extraordinaire de la procédure d'octroi de licence aux clubs		47
D.1	Principes	47
Annexe E - Exigences en matière de présentation des états financiers		48
E.1	Principes	48
E.2	Bilan	48
E.3	Compte de résultats	49
E.4	Tableau des flux de trésorerie	49
Annexe F - Arriérés de paiement		51
F.1	Principes	51
Annexe G - Procédures d'évaluation par le bailleur de licence		53
G.1	Principes	53
G.2	Évaluation du rapport de l'auditeur sur les états financiers	53
G.3	Évaluation de la documentation relative à l'octroi de licence eu égard à l'absence d'arriérés de paiement	54
G.4	Évaluation de la lettre d'affirmation écrite avant la décision d'octroi de licence	55

Préambule

Le règlement ci-après a été adopté sur la base de l'alinéa 50(1) des *Statuts de l'UEFA*.

I Dispositions générales

Article 1 Champ d'application

- 1.01 Le présent règlement est applicable conformément à la référence correspondante dans le *Règlement de l'UEFA Women's Champions League*.
- 1.02 Le présent règlement régit les droits, tâches et responsabilités de toutes les parties participant à la procédure d'octroi de licence aux clubs de l'UEFA (voir section II) et définit en particulier :
- a. les exigences minimales à remplir par une association membre de l'UEFA pour remplir la fonction de bailleur de licence pour ses clubs ainsi que les procédures minimales qui devront être suivies par le bailleur de licence dans son évaluation des critères d'octroi de licence aux clubs (voir Chapitre 1) ;
 - b. le candidat à la licence et la licence nécessaire à la participation à l'UEFA Women's Champions League (voir Chapitre 2) ;
 - c. les critères sportifs, de responsabilité sociale du football, infrastructurels, administratifs et liés au personnel, juridiques et financiers minimaux à remplir par un club pour obtenir une licence de la part de son bailleur de licence dans le cadre de la procédure d'admission pour participer à l'UEFA Women's Champions League (voir Chapitre 3).

Article 2 Objectifs

- 2.01 Le présent règlement vise les objectifs suivants :
- a. poursuivre la promotion et l'amélioration constante du niveau de qualité de tous les aspects du football en Europe et continuer de donner la priorité à la formation et au bien-être des jeunes joueuses dans chaque club ;
 - b. promouvoir la participation au football et contribuer au développement du football féminin ;
 - c. veiller à ce que les clubs aient un niveau de gestion et d'organisation approprié ;
 - d. adapter les infrastructures sportives des clubs afin de mettre à la disposition des joueuses, des spectateurs et des représentants des médias des installations adaptées, bien équipées et sûres ;
 - e. préserver l'intégrité et le bon déroulement de l'UEFA Women's Champions League ;
 - f. préserver l'identité, l'histoire et l'héritage de chaque club ;
 - g. encourager la coopération entre les bailleurs de licence et les clubs et permettre le développement, à travers toute l'Europe, du benchmarking entre les clubs sur des critères financiers, sportifs, juridiques, administratifs et liés à la responsabilité sociale du football, au personnel et aux infrastructures ;
 - h. mettre en œuvre la responsabilité sociale du football ;
 - i. promouvoir des relations saines entre les clubs et les supporters et améliorer l'accessibilité dans le football.

Article 3 Responsabilités de l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA

- 3.01 L'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA s'acquitte de ses tâches prévues dans le présent règlement et dans les *Règles de procédure régissant l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA*.
- 3.02 Dans le cadre de ses responsabilités, l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA assure l'égalité de traitement de tous les bailleurs de licence, candidats à la licence et bénéficiaires de la licence, et garantit le strict respect de la confidentialité concernant toutes les informations fournies.

Article 4 Définitions

- 4.01 Aux fins du présent règlement, les définitions suivantes s'appliquent :

Agent/intermédiaire

Personne physique ou morale qui représente – gratuitement ou contre rémunération – des joueuses et/ou des clubs dans le cadre de négociations ayant pour but de conclure un contrat de travail, ou qui représente des clubs dans des négociations ayant pour but de conclure un contrat de transfert.

Auditeur

Société d'audit indépendante agissant conformément aux principes du *Code international de déontologie des professionnels comptables* (incluant les *Normes internationales d'indépendance*).

Bailleur de licence

Association membre de l'UEFA ou sa ligue affiliée qui met en œuvre la procédure d'octroi de licence et qui accorde les licences.

Bénéficiaire de la licence

Candidat à la licence auquel une licence a été octroyée par son bailleur de licence.

Changement important

Événement considéré comme ayant une importance significative pour la documentation soumise antérieurement au bailleur de licence et qui exigerait une présentation différente s'il s'était produit avant la soumission de la documentation.

Contrôle

Pouvoir de mener les activités d'une entité et de diriger ses politiques financières, opérationnelles ou sportives qui ont une incidence sur les rendements. Il peut être acquis par la détention d'actions, de droits de vote, les

documents constitutifs (statuts), un accord ou d'autres modalités.

À titre d'exemple, une partie peut exercer un contrôle de par :

- a. la détention de la majorité des droits de vote des actionnaires ou des membres ;
- b. le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres chargés de la gouvernance d'une entité (par exemple de tout organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entité) ;
- c. le fait d'être actionnaire minoritaire ou membre de l'entité et d'être en mesure d'exercer seul un contrôle en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou membres de l'entité, ou par tout autre moyen (y compris selon les lettres a) ou b)).

Coûts d'inscription d'une joueuse

Montants payés ou dus directement attribuables à l'inscription d'une joueuse, comprenant :

- a. l'indemnité de transfert fixe,
- b. l'indemnité de transfert conditionnelle réalisée pour les montants échus au cours de la période,
- c. tout autre montant directement attribuable payé et/ou dû à une autre partie, telle qu'un autre club de football, un agent/intermédiaire, ou une association/ligue nationale de football.

Critères d'octroi de licence

Exigences, réparties en six catégories (critères sportifs, de responsabilité sociale du football, infrastructurels, administratifs et liés au personnel, juridiques et financiers), qu'un candidat doit remplir afin d'obtenir une licence.

Critères minimaux

Critères à remplir par un candidat à la licence pour l'obtention d'une licence.

Date de référence comptable annuelle

Date à laquelle prend fin la période de reporting pour les états financiers annuels.

Directement attribuable

Signifie, en relation avec une activité spécifique, que :

- a. les dépenses auraient été évitées si l'activité spécifique n'avait pas été entreprise ; et
- b. les dépenses sont identifiables séparément sans répartition.

Dividendes

Distributions aux détenteurs d'instruments de capitaux propres.

Entité associée

Entité, y compris une entité non constituée en société telle que certaines sociétés de personnes, sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable, et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise.

Entité présentant les états financiers

Membre inscrit ou société de football, groupe d'entités ou tout autre regroupement d'entités qui figure dans le périmètre de reporting et qui est tenu(e) de fournir au bailleur de licence des informations à des fins d'octroi de licence aux clubs.

Événement ou condition de grande importance économique

Événement ou circonstance considéré(e) comme ayant une influence significative sur les états financiers de l'entité/des entités qui les présente et exigerait une présentation différente (négative) des résultats des activités opérationnelles, de la situation financière et des actifs nets de l'entité/des entités présentant les états financiers s'il/si elle s'était produit(e) au cours de la période de reporting précédente.

Gouvernement

Toute forme d'autorité gouvernementale, y compris les agences gouvernementales, les ministères, les entités gouvernementales et les organes similaires, locaux ou nationaux.

Groupe

La société mère et toutes ses filiales. Une société mère est une entité qui a une ou plusieurs filiales. Une filiale est une entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle qu'une société en nom collectif, qui est contrôlée par une autre entité (appelée la société mère).

ICFC

Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA

Influence notable

Pouvoir de participer aux politiques financières, opérationnelles ou sportives d'une entité, mais sans exercer de contrôle ni de contrôle conjoint sur ladite entité. Il peut être acquis par la détention d'actions, de droits de vote, les

documents constitutifs (statuts), un accord ou d'autres modalités.

À titre d'exemple, une partie peut exercer une influence notable de par :

- a. la détention, directe ou indirecte, d'une part comprise entre 20 % et 50 % des droits de vote des actionnaires ou des membres ;
- b. la capacité d'influencer la désignation ou la révocation de la majorité des membres chargés de la gouvernance d'une entité (p. ex. de tout organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entité) ;
- c. le fait d'être actionnaire minoritaire ou membre de l'entité et d'être en mesure d'exercer seul une influence notable en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou membres de l'entité, ou par tout autre moyen (y compris selon a) et b)) ;
- d. l'apport, sur une période de reporting, isolément ou en groupe avec des parties possédant la même partie exerçant le contrôle ultime ou le même gouvernement (à l'exclusion de l'UEFA, d'une association membre de l'UEFA ou d'une ligue affiliée) d'un montant équivalant à au moins 30 % du total des recettes de l'entité pour la même période.

Informations complémentaires

Informations financières à soumettre au bailleur de licence en plus des états financiers si les exigences minimales en matière de présentation et de principes comptables ne sont pas satisfaites.

Ces informations complémentaires devront être établies sur une base comptable et selon des méthodes comptables cohérentes avec les états financiers. Les informations financières devront être extraites de sources cohérentes avec celles utilisées pour l'établissement des états financiers annuels. Le cas échéant, les informations complémentaires devront être en conformité ou être rapprochées avec les informations correspondantes des états financiers.

Inscription des joueuses

Enregistrement des joueuses au sens du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA.

Installations d'entraînement

Site(s) où se déroulent régulièrement les entraînements des joueuses inscrites auprès d'un club ou les activités de développement du football junior.

ISRS 4400

Norme internationale de services connexes 4400 (révisée), Missions de procédures convenues

Licence

Certificat accordé par le bailleur de licence qui atteste que le candidat remplit tous les critères minimaux dans le cadre de la procédure d'admission pour participer à l'UEFA Women's Champions League.

Liste des décisions relatives à la licence

Liste soumise par le bailleur de licence à l'UEFA contenant, entre autres, les informations sur les candidats à la licence qui ont suivi la procédure d'octroi de licence aux clubs et auxquels les instances décisionnelles nationales ont octroyé ou refusé une licence dans le format établi et communiqué par l'UEFA.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Normes et interprétations publiées par le Bureau international des normes comptables (IASB). Elles comprennent :

- a. les Normes internationales d'information financière ;
- b. les Normes comptables internationales ; et
- c. les interprétations émises par le Comité d'interprétation des normes d'information financière internationale (International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC)) ou l'ancien Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee (SIC)).

Partie

Personne physique ou morale, entité juridique ou gouvernement.

Partie exerçant le contrôle ultime

Personne physique ou morale qui exerce, directement ou indirectement, le contrôle ultime d'une entité.

Parties prenantes

Toute personne ou entité qui participe à la procédure d'octroi de licence aux clubs de l'UEFA, y compris l'Administration de l'UEFA, l'ICFC, le bailleur de licence, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence et toute personne mandatée en leur nom.

Période de reporting

Période de reporting financier s'achevant à la date de référence comptable annuelle de l'entité présentant les états financiers.

Pratiques comptables nationales

Principes comptables et de présentation financière que doivent respecter les entités d'un pays donné.

Principaux cadres dirigeants

Personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement, notamment l'organe de direction (exécutif ou autre) de cette entité.

Procédures convenues

Procédures définies d'un commun accord entre l'auditeur, la partie prenante et, le cas échéant, toute autre partie concernée.

Saison de licence

Saison de l'UEFA pour laquelle un candidat a demandé une licence ou l'a obtenue. Elle commence le lendemain de la date limite à laquelle le bailleur de licence doit soumettre à l'UEFA sa liste des décisions relatives à la licence et dure jusqu'à la même date de l'année suivante.

Significatif

Caractère d'omissions ou d'inexactitudes portant sur des éléments ou des informations qui, individuellement ou collectivement, peuvent influencer les décisions que les utilisateurs prennent sur la base des informations soumises par le club. Le caractère significatif dépend de la taille et de la nature de l'omission ou de l'inexactitude, compte tenu des circonstances ou du contexte. La taille ou la nature de l'élément ou de l'information, ou une combinaison des deux, peut constituer le facteur déterminant.

Stade

Site où se déroule un match d'une compétition, y compris l'ensemble des terrains et installations annexes (par exemple les bureaux, les zones d'hospitalité, le centre de presse et le centre d'accréditation).

Standard de qualité de l'UEFA pour l'octroi de licence aux clubs

Document définissant les exigences minimales que les bailleurs de licence doivent respecter pour mettre en œuvre la procédure d'octroi de licence aux clubs.

II Octroi de licence aux clubs

Chapitre 1 : Bailleur de licence

Article 5 Responsabilités du bailleur de licence

- 5.01 Le bailleur de licence est une association membre de l'UEFA. Il gère la procédure d'octroi de licence aux clubs.
- 5.02 À certaines conditions définies à l'annexe B, une association membre de l'UEFA peut déléguer la procédure d'octroi de licence aux clubs à sa ligue affiliée. Vis-à-vis de l'UEFA, l'association membre de l'UEFA demeure responsable de la mise en œuvre appropriée de la procédure d'octroi de licence aux clubs, qu'il y ait délégation ou non.
- 5.03 Le bailleur de licence doit veiller à l'intégration de toutes les dispositions applicables définies dans la section II du présent règlement dans le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs, qui doit être soumis à l'UEFA pour examen, dans l'une des langues officielles de l'UEFA, conformément à la procédure définie à [l'annexe C](#).
- 5.04 En particulier, le bailleur de licence doit :
- a. mettre en place une administration appropriée pour l'octroi de licence telle que définie à [l'article 6](#) ;
 - b. établir au moins deux instances décisionnelles telles que définies à [l'article 7](#) ;
 - c. dresser une liste de sanctions telles que définies à [l'article 8](#) ;
 - d. définir les phases essentielles de la procédure conformément à [l'article 10](#) ;
 - e. évaluer la documentation soumise par les candidats à la licence, déterminer si elle est appropriée et définir les procédures d'évaluation conformément à [l'article 11](#) ;
 - f. assurer l'égalité de traitement de tous les candidats à la licence et leur garantir le strict respect de la confidentialité concernant toutes les informations fournies pendant la procédure d'octroi de licence aux clubs conformément à [l'article 12](#) ;
 - g. déterminer, à sa propre satisfaction, si chaque critère a été respecté et, s'il y a lieu, quelle information complémentaire est requise pour qu'une licence puisse être octroyée.

Article 6 Administration d'octroi de licence

- 6.01 Le bailleur de licence doit désigner un manager responsable de l'octroi de licence, qui dirige l'administration d'octroi de licence.
- 6.02 Les tâches de l'administration d'octroi de licence consistent à :
- a. élaborer, mettre en œuvre et assurer le développement ultérieur de la procédure nationale d'octroi de licence aux clubs ;
 - b. apporter un soutien administratif aux instances décisionnelles ;
 - c. assister, conseiller et suivre les bénéficiaires de la licence durant la saison ;

- d. informer l'UEFA de tout événement survenu après la décision d'octroi de licence qui représente un changement important par rapport aux informations communiquées antérieurement au bailleur de licence, y compris tout changement de forme juridique, de structure juridique du groupe (y compris changement de propriété) ou d'identité ;
- e. servir de point de contact et assurer les échanges techniques avec les départements d'octroi de licence d'autres associations nationales membres de l'UEFA et avec l'UEFA elle-même.

6.03 Au moins un membre de l'administration d'octroi de licence ou un expert financier externe doit avoir suivi une formation financière et être titulaire d'un diplôme de comptable ou d'auditeur agréé par l'organe national compétent (par exemple, l'association nationale du commerce) ou être au bénéfice de plusieurs années d'expérience dans les domaines susmentionnés (« attestation de compétence »).

Article 7 Instances décisionnelles

- 7.01** Les instances décisionnelles sont l'Organe de première instance et l'Instance d'appel, qui sont indépendantes l'une de l'autre.
- 7.02** L'Organe de première instance décide de l'octroi d'une licence au club candidat, sur la base des documents fournis dans le délai de soumission fixé par le bailleur de licence, ou de la révocation d'une licence.
- 7.03** L'Instance d'appel tranche les appels qui lui sont soumis par écrit et décide en dernier ressort s'il y a lieu d'octroyer ou de révoquer une licence. Ses décisions sont définitives.
- 7.04** Les appels ne peuvent être interjetés que par :
- a. un candidat à la licence qui s'est vu opposer un refus de la part de l'Organe de première instance ;
 - b. un bénéficiaire de la licence dont la licence a été révoquée par l'Organe de première instance ; ou
 - c. le manager responsable de l'octroi de licence au nom du bailleur de licence.
- 7.05** L'Instance d'appel rend sa décision en se basant sur celle de l'Organe de première instance ainsi que sur tous les éléments probants soumis par l'appelant à l'appui de sa demande écrite d'appel dans le délai fixé.
- 7.06** Lorsqu'une association membre de l'UEFA a désigné un tribunal arbitral dans ses statuts, ce tribunal décide si la procédure d'octroi de licence aux clubs relève de sa juridiction. À cet égard, les délais relatifs à l'inscription à l'UEFA Women's Champions League doivent faire l'objet d'une attention particulière.
- 7.07** Les membres des instances décisionnelles sont élus ou désignés conformément aux statuts de l'association membre de l'UEFA et doivent :
- a. agir de manière impartiale dans l'exercice de leurs fonctions ;

- b. s'abstenir automatiquement s'il existe un doute quelconque quant à leur indépendance vis-à-vis du candidat à la licence, ou en cas de conflit d'intérêts. En l'occurrence, l'indépendance d'un membre peut ne pas être garantie si lui-même ou l'un de ses proches (conjoint, enfant, parent, frère, sœur) est membre, actionnaire, associé, sponsor ou consultant du candidat à la licence ;
- c. ne pas exercer simultanément la fonction de manager responsable de l'octroi de licence ou de membre de l'administration d'octroi de licence ;
- d. ne pas faire simultanément partie d'un autre organe de juridiction statutaire du bailleur de licence ;
- e. ne pas faire simultanément partie de l'organe exécutif de l'association membre de l'UEFA ou de sa ligue affiliée ;
- f. ne pas faire simultanément partie du personnel d'un club affilié ;
- g. comprendre au moins un juriste qualifié et un expert financier qualifié détenant une qualification reconnue par l'organe professionnel national correspondant.

7.08 Le quorum exigé pour les instances décisionnelles est d'au moins trois membres. En cas d'égalité des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

7.09 Les instances décisionnaires doivent agir selon des règles procédurales, qui doivent être définies par le bailleur de licence. Celles-ci régissent, au minimum, les normes suivantes :

- a. Dates limites (par exemple, date limite de soumission)
- b. Respect du principe d'égalité de traitement
- c. Représentation (par exemple, représentation juridique)
- d. Droit à être entendu (par exemple, convocation, audition)
- e. Langue officielle (s'il y a lieu)
- f. Délai de soumission d'une demande (par exemple, calcul, conformité, interruption, extension)
- g. Délai pour interjeter appel
- h. Effets d'un appel (par exemple, pas d'effet suspensif)
- i. Type d'éléments probants demandés
- j. Charge de la preuve (par exemple, la charge de la preuve incombe au candidat à la licence)
- k. Décision (par exemple, réponse écrite motivée)
- l. Fondement des griefs
- m. Contenu et forme de l'énoncé des prétentions
- n. Délibérations/auditions
- o. Coût de la procédure/frais administratifs/dépôt

Article 8 Liste de sanctions

- 8.01 Pour garantir une procédure d'évaluation appropriée, le bailleur de licence :
- a. définit une liste de sanctions applicables à la procédure d'octroi de licence aux clubs pour non-respect des critères mentionnés à [l'alinéa 18.02](#), qui peut comprendre un avertissement, une amende, l'obligation de fournir des preuves ou de remplir certaines conditions dans un délai imparti, etc. Il appartient aux organes nationaux compétents d'imposer ces sanctions aux candidats à la licence/bénéficiaires de la licence ;
 - b. renvoie au règlement disciplinaire national en cas d'infraction à d'autres règles sur l'octroi de licence aux clubs (par exemple, présentation de documents falsifiés, non-respect des délais, sanctions à l'encontre de personnes physiques, etc.).

Article 9 Certification du bailleur de licence

- 9.01 Le bailleur de licence doit être certifié chaque année comme respectant le *Standard de qualité de l'UEFA pour l'octroi de licence aux clubs* par un organe indépendant désigné par l'UEFA.

Article 10 Phases essentielles de la procédure

- 10.01 Le bailleur de licence doit définir les phases essentielles de la procédure permettant de vérifier le respect des critères d'octroi de licence aux clubs, de manière à gérer la délivrance des licences.
- 10.02 Les phases essentielles de la procédure commencent à la date fixée par le bailleur de licence et s'achèvent avec la remise à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la licence dans le délai fixé par cette dernière.
- 10.03 Les phases essentielles de la procédure comportent, au minimum, les étapes clés suivantes :
- a. soumission de la documentation relative à l'octroi de licence aux candidats à la licence ;
 - b. retour de la documentation relative à l'octroi de licence au bailleur de licence ;
 - c. évaluation de la documentation par l'administration d'octroi de licence ;
 - d. soumission de la lettre d'affirmation au bailleur de licence ;
 - e. évaluation et décision par les instances décisionnelles ;
 - f. soumission à l'UEFA de la décision relative à la licence dans les sept jours suivant chaque décision finale.
- 10.04 Les dates limites pour les étapes clés susmentionnées doivent être clairement fixées par le bailleur de licence et communiquées aux clubs concernés avant le début des phases essentielles de la procédure.

Article 11 Procédures d'évaluation

- 11.01 Le bailleur de licence définit les procédures d'évaluation, à l'exception de celles utilisées pour vérifier le respect des critères définis pour lesquels des procédures d'évaluation spécifiques doivent être suivies conformément à [l'annexe G](#).

Article 12 Égalité de traitement et confidentialité

- 12.01 Le bailleur de licence assure l'égalité de traitement de tous les candidats à la licence durant les phases essentielles de la procédure.
- 12.02 Le bailleur de licence garantit aux candidats à la licence le strict respect de la confidentialité concernant l'ensemble des informations soumises pendant la procédure d'octroi de licence aux clubs. Toute personne participant à la procédure d'octroi de licence aux clubs ou mandatée par le bailleur de licence doit signer un accord de confidentialité avant d'exécuter ses tâches.

Article 13 Procédure d'exception

- 13.01 L'UEFA peut accorder des exceptions aux dispositions de la présente section II, dans les limites mentionnées à [l'annexe A](#).

Chapitre 2 : Candidat à la licence et licence

Article 14 Définition du candidat à la licence et règle des trois ans

- 14.01 Le candidat à la licence ne peut être qu'un club de football, c'est-à-dire une entité juridique pleinement et exclusivement responsable de l'équipe de football participant aux compétitions interclubs nationales et internationales, et il doit :
- a. être un membre inscrit d'une association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée (ci-après : « membre inscrit ») ; ou
 - b. avoir une relation contractuelle avec un membre inscrit (ci-après « société de football »).
- 14.02 Au début de la saison de licence, l'adhésion et/ou la relation contractuelle éventuelle doivent avoir duré au moins trois années consécutives. De plus, le candidat à la licence doit avoir participé aux compétitions officielles pendant au moins trois saisons consécutives (ci-après : « règle des trois ans »).
- 14.03 Tout changement de la forme juridique, de la structure juridique du groupe (y compris une fusion avec une autre entité ou le transfert d'activités footballistiques à une autre entité) ou de l'identité (y compris le siège social, le nom ou les couleurs) du candidat à la licence/bénéficiaire de la licence doit être notifié au bailleur de licence et à l'UEFA avant le début de la procédure d'octroi de licence.
- 14.04 Tout changement de la forme juridique, de la structure juridique du groupe (y compris une fusion avec une autre entité ou le transfert d'activités footballistiques à une autre entité) ou de l'identité (y compris le siège social, le nom ou les couleurs)

du candidat à la licence/bénéficiaire de la licence intervenu au cours des trois saisons précédant le début de la saison de licence au détriment de l'intégrité d'une compétition ou pour faciliter la qualification du candidat à la licence pour une compétition sur la base de ses résultats sportifs ou l'obtention d'une licence par le candidat est considéré comme une interruption de l'adhésion ou de la relation contractuelle éventuelle au sens de la présente disposition.

- 14.05 L'ICFC peut accorder des exceptions à la règle des trois ans conformément aux dispositions de [l'annexe A](#).

Article 15 Responsabilités générales du candidat à la licence

- 15.01 Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence :
- a. l'ensemble des informations nécessaires et des documents pertinents prouvant que les obligations en matière d'octroi de licence sont remplies ; et
 - b. tout autre document pertinent pour la prise de décision du bailleur de licence.
- 15.02 Il doit notamment fournir les informations sur l'entité/les entités présentant les états financiers à propos de laquelle/desquelles des informations sportives, de responsabilité sociale du football, infrastructurelles, administratives et liées au personnel, juridiques et financières sont requises.
- 15.03 Tout événement survenant après la soumission de la documentation relative à l'octroi de licence au bailleur de licence et représentant un changement important par rapport aux informations communiquées antérieurement doit être notifié au bailleur de licence sans délai et par écrit (y compris tout changement de la forme juridique, de la structure juridique du groupe, dont la propriété, ou de l'identité du candidat à la licence).

Article 16 Licence

- 16.01 Les clubs qualifiés pour l'UEFA Women's Champions League sur la base de leurs résultats sportifs doivent obtenir une licence émise par leur bailleur de licence conformément aux règlements nationaux sur l'octroi de licence aux clubs, sauf dans les cas où les dispositions de [l'article 17](#) s'appliquent.
- 16.02 La licence expire sans préavis à la fin de la saison pour laquelle elle a été émise.
- 16.03 La licence ne peut pas être transférée.
- 16.04 La licence peut être révoquée par les instances décisionnelles du bailleur de licence si :
- a. l'une quelconque des conditions requises pour la délivrance d'une licence n'est plus remplie ; ou
 - b. le bénéficiaire de la licence enfreint l'une quelconque de ses obligations en vertu du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs.
- 16.05 Dès qu'une révocation de licence est envisagée, le bailleur de licence doit en informer l'UEFA.

Article 17 Autorisation spéciale

- 17.01 Si un club se qualifie pour l'UEFA Women's Champions League sur la base de ses résultats sportifs mais n'a pas du tout été soumis à une procédure d'octroi de licence aux clubs ou a été soumis à une procédure d'octroi de licence aux clubs moins exigeante ou non équivalente à celle applicable aux clubs de première division en vue de leur participation à l'UEFA Women's Champions League parce qu'il n'appartient pas à cette division, le bailleur de licence du club concerné peut solliciter – au nom de ce club – l'application à titre extraordinaire de la procédure d'octroi de licence aux clubs conformément à [l'annexe D](#).
- 17.02 Sur la base de cette application à titre extraordinaire, l'UEFA peut accorder une autorisation spéciale permettant au club de participer à l'UEFA Women's Champions League, sous réserve des dispositions du règlement de la compétition applicable. Cette application à titre extraordinaire n'est valable que pour le club concerné et la saison en question.

Chapitre 3 : Critères d'octroi de licence

Article 18 Généralités

- 18.01 À l'exception des critères mentionnés à l'alinéa 2 ci-dessous, les critères définis dans le présent chapitre doivent être remplis par les clubs afin qu'ils puissent obtenir une licence leur permettant de participer à l'UEFA Women's Champions League.
- 18.02 Le non-respect des critères mentionnés de [l'article 24](#) à [l'article 31](#), à [l'article 34](#), à [l'article 36](#), à [l'article 41](#) et de [l'article 44](#) à [l'article 48](#) ainsi qu'à [l'alinéa 21.02](#) n'entraîne pas un refus de licence mais une sanction définie par le bailleur de licence conformément à sa liste de sanctions (voir [l'article 8](#)).

Critères sportifs

Article 19 Programme de développement du football junior

- 19.01 Le candidat à la licence doit disposer d'un programme écrit de développement du football junior, approuvé par le bailleur de licence.
- 19.02 Ce programme de développement doit couvrir au minimum les aspects suivants :
- Promotion du football féminin
 - objectifs et philosophie en matière de développement du football junior ;
 - organisation du secteur junior (organigramme, instances concernées, relation avec le candidat à la licence, équipes juniors, etc.) ;
 - personnel (technique, médical, administratif, etc.) et qualifications minimales exigées ;
 - infrastructures (installations d'entraînement et de matches, disponibilité, etc.) ;
 - ressources financières (budget, contribution du candidat à la licence, des joueuses ou de la collectivité locale, etc.) ;

- g. formation au football pour différentes catégories d'âge (aptitudes au jeu, entraînement technique, tactique et physique) ;
- h. initiatives éducatives (*Lois du Jeu*, lutte contre le dopage, intégrité, lutte contre le racisme) ;
- i. suivi médical des joueuses juniors (y compris l'actualisation de leur dossier médical) ;
- j. procédure de révision et de retour d'information en vue d'évaluer les résultats et la réalisation des objectifs ;
- k. durée du programme (trois ans au minimum, mais sept ans au maximum).

19.03 Le candidat à la licence doit en outre assurer que :

- a. toute jeune joueuse participant à son programme de développement puisse suivre la scolarité obligatoire prévue par la législation nationale ; et
- b. qu'aucune jeune joueuse participant à son programme de développement ne soit empêchée de poursuivre une formation non liée au football.

Article 20 Équipes féminines juniors

20.01 Le candidat à la licence doit avoir au moins deux équipes féminines juniors dans la fourchette d'âge de 12 à 21 ans.

20.02 Chaque équipe féminine junior de cette fourchette d'âge doit participer aux compétitions ou aux programmes officiels organisés au niveau national, régional ou local et reconnus par l'association membre de l'UEFA.

Article 21 Suivi médical des joueuses

21.01 Le candidat à la licence doit élaborer et appliquer une politique afin de s'assurer que toutes ses joueuses qualifiées pour jouer dans son équipe première féminine passent chaque année un examen médical conformément aux dispositions correspondantes du *Règlement médical de l'UEFA*.

21.02 Le candidat à la licence doit élaborer et appliquer une politique afin de s'assurer que toutes ses joueuses juniors de plus de 12 ans passent chaque année un examen médical selon les dispositions pertinentes définies par son bailleur de licence conformément à la législation nationale.

Article 22 Inscription des joueuses

22.01 Toutes les joueuses du candidat à la licence âgées de plus de 12 ans doivent être inscrites auprès de l'association membre de l'UEFA ou de sa ligue affiliée, conformément aux dispositions pertinentes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA.

Article 23 Contrat écrit avec les joueuses professionnelles

23.01 Chacune des joueuses professionnelles du candidat à la licence doit avoir un contrat écrit avec ce dernier conformément aux dispositions pertinentes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA.

Article 24 Prêts de joueuses professionnelles

- 24.01 Le candidat à la licence doit respecter les dispositions du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA concernant les prêts de joueuses professionnelles.

Article 25 Questions liées à l'arbitrage et Lois du Jeu

- 25.01 Le candidat à la licence doit s'assurer que tous les membres de son équipe première féminine (joueuses, entraîneurs et autres membres du staff technique) assistent à une session ou à un événement consacré à l'arbitrage organisé par l'association membre de l'UEFA ou avec sa collaboration au cours des douze mois précédant la saison de licence.

Critères liés à la responsabilité sociale du football

Article 26 Stratégie en matière de responsabilité sociale du football

- 26.01 Le candidat à la licence doit élaborer et mettre en œuvre une stratégie en matière de responsabilité sociale du football conforme à la *Stratégie de durabilité du football 2030* de l'UEFA et aux directives correspondantes de l'UEFA, qui porte au moins sur les domaines suivants : égalité et inclusion, lutte contre le racisme, protection et bien-être des enfants et des jeunes, football pour tous et protection de l'environnement.

Article 27 Égalité et inclusion

- 27.01 Le candidat à la licence doit élaborer et mettre en œuvre une politique afin de garantir l'égalité des droits et des chances pour toutes les personnes qui suivent les activités footballistiques organisées par ses soins ou qui y contribuent.

Article 28 Lutte contre le racisme

- 28.01 Le candidat à la licence doit élaborer et mettre en œuvre une politique afin de lutter contre le racisme et de garantir que l'ensemble de ses politiques, programmes et pratiques sont réalisés sans aucune discrimination, de quelque sorte que ce soit.

Article 29 Protection et bien-être des enfants et des jeunes

- 29.01 Le candidat à la licence doit élaborer et mettre en œuvre une politique afin de protéger et de sauvegarder les joueuses juniors, de garantir leur bien-être et de s'assurer qu'elles se trouvent dans un environnement sûr lorsqu'elles participent aux activités organisées par ses soins.

Article 30 Football pour tous

- 30.01 Le candidat à la licence doit élaborer et mettre en œuvre une politique visant à s'assurer que suivre les activités footballistiques organisées par ses soins et y

contribuer soit accessible et agréable pour tous, indépendamment du niveau de capacité ou de la situation de handicap des personnes.

Article 31 Protection de l'environnement

- 31.01 Le candidat à la licence doit établir et mettre en œuvre une politique afin d'améliorer son empreinte environnementale et sa durabilité en lien avec l'organisation d'événements ainsi qu'avec la construction et la gestion des infrastructures.

Critères infrastructurels

Article 32 Stade pour l'UEFA Women's Champions League

- 32.01 Le candidat à la licence doit disposer d'un stade permettant de disputer des matches de l'UEFA Women's Champions League. Ce stade doit être situé sur le territoire de l'association membre de l'UEFA et approuvé par cette dernière, conformément au *Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades*.
- 32.02 Si le candidat à la licence n'est pas propriétaire du stade, il doit présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) du/des stade(s) qu'il utilisera.
- 32.03 Ce contrat doit garantir l'utilisation du stade ou des stades pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA qui seront disputés à domicile par le candidat à la licence durant la saison de licence.
- 32.04 Le(s) stade(s) doit/doivent satisfaire à toutes les exigences minimales définies dans le *Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades* et appartenir au moins à la catégorie 1 des stades de l'UEFA.

Article 33 Disponibilité des installations d'entraînement

- 33.01 Le candidat à la licence doit disposer d'installations d'entraînement pendant toute l'année.
- 33.02 Si le candidat à la licence n'est pas propriétaire des installations d'entraînement, il doit présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) des installations d'entraînement qu'il utilisera.
- 33.03 L'utilisation des installations d'entraînement par toutes les équipes du candidat à la licence doit être garantie durant la saison de licence compte tenu du programme de développement du football junior de ce dernier.

Article 34 Infrastructures minimales des installations d'entraînement

- 34.01 Les infrastructures des installations d'entraînement doivent répondre au minimum aux exigences définies par le bailleur de licence, concernant notamment :
- a. les installations intérieures et extérieures pertinentes ;

- b. les spécificités de ces installations (à savoir le nombre et la taille des terrains de football) ;
- c. les spécificités des vestiaires ;
- d. le local médical et son contenu minimal (à savoir défibrillateur et kit de premiers secours) ;
- e. le système d'éclairage ;
- f. toute autre exigence pertinente identifiée par le bailleur de licence.

Critères administratifs et liés au personnel

Article 35 Responsable administratif

- 35.01** Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable administratif chargé de la gestion des questions opérationnelles.

Article 36 Responsable des médias

- 36.01** Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable des médias qualifié, qui est chargé des questions liées aux médias, y compris la promotion des activités du candidat à la licence sur les médias sociaux.
- 36.02** Le responsable des médias doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes :
- a. diplôme de journaliste ;
 - b. diplôme de responsable des médias délivré par le bailleur de licence ou par une organisation reconnue par le bailleur de licence ;
 - c. attestation de compétence délivrée par le bailleur de licence, sur la base d'une expérience d'au moins trois ans dans le domaine.

Article 37 Médecin

- 37.01** Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un médecin responsable de l'assistance médicale de l'équipe première féminine durant les matches et les entraînements ainsi que de la prévention du dopage.
- 37.02** Le diplôme du médecin doit être reconnu par les autorités sanitaires nationales compétentes.
- 37.03** Le médecin doit être dûment inscrit auprès de l'association membre de l'UEFA ou de sa ligue affiliée.

Article 38 Physiothérapeute

- 38.01** Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un physiothérapeute responsable des soins médicaux et des massages pendant les entraînements et les matches de l'équipe première féminine.

- 38.02 Le diplôme du physiothérapeute doit être reconnu par les autorités sanitaires nationales compétentes.
- 38.03 Le physiothérapeute doit être dûment inscrit auprès de l'association membre de l'UEFA ou de sa ligue affiliée.

Article 39 Entraîneur principal de l'équipe première féminine

- 39.01 Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur principal qualifié de l'équipe première féminine qui est confirmé par l'association membre de l'UEFA concernée dans ses fonctions d'entraîneur principal et qui est chargé des questions suivantes en lien avec l'équipe première féminine :
- a. sélection des joueuses ;
 - b. tactique et entraînement ;
 - c. gestion des joueuses et du staff technique dans les vestiaires et dans la surface technique avant, pendant et après les matches ; et
 - d. obligations en matière de questions relatives aux médias (conférences de presse, interviews, etc.).
- 39.02 L'entraîneur principal doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes, délivrée par une association membre de l'UEFA conformément à la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* :
- a. licence d'entraîneur A de l'UEFA en cours de validité ;
 - b. attestation de reconnaissance de compétences de l'UEFA en cours de validité équivalente à la licence requise à la lettre a) ci-dessus.

Article 40 Entraîneur assistant de l'équipe première féminine

- 40.01 Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur qualifié qui aide l'entraîneur principal dans toutes les questions footballistiques relatives à l'équipe première féminine.
- 40.02 L'entraîneur assistant de l'équipe première féminine doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes, délivrée par une association membre de l'UEFA conformément à la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* :
- a. licence d'entraîneur B de l'UEFA en cours de validité ;
 - b. attestation de reconnaissance de compétences de l'UEFA en cours de validité équivalente à la licence requise à la lettre a) ci-dessus.

Article 41 Entraîneur de gardiennes de l'équipe première féminine

- 41.01 Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur de gardiennes qualifié qui aide l'entraîneur principal dans toutes les questions concernant les gardiennes en lien avec l'équipe première féminine.

- 41.02** L'entraîneur de gardiennes doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes, délivrée par une association membre de l'UEFA :
- a. licence d'entraîneurs B gardiens de l'UEFA en cours de validité, conformément à la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* ;
 - b. licence nationale d'entraîneur de gardiens en cours de validité ;
 - c. attestation de reconnaissance de compétences de l'UEFA en cours de validité délivrée conformément à la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* et équivalente à la licence requise à la lettre a) ci-dessus.

Article 42 Entraîneurs d'équipes féminines juniors

- 42.01** Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins deux entraîneurs qualifiés, qui soient responsables de toutes les questions footballistiques liées à l'équipe junior/aux équipes féminines juniors telles que définies à [l'article 20](#).
- 42.02** Au moins un des entraîneurs principaux d'équipes juniors doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes, délivrée par une association membre de l'UEFA conformément à la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* :
- a. licence d'entraîneur junior de l'UEFA en cours de validité ;
 - b. licence d'entraîneur B de l'UEFA en cours de validité ;
 - c. attestation de reconnaissance de compétences de l'UEFA en cours de validité équivalente à la licence requise à la lettre a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

Article 43 Dispositions communes applicables aux qualifications d'entraîneur de l'UEFA

- 43.01** Un entraîneur est considéré comme titulaire de la licence d'entraîneur de l'UEFA requise au sens de [l'article 39](#) à [l'article 42](#) du présent règlement si, conformément aux dispositions d'exécution de la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* :
- a. il détient une licence d'entraîneur de l'UEFA émise par une association membre de l'UEFA ; ou
 - b. il a commencé le cours de diplôme d'entraîneur de l'UEFA correspondant. L'inscription au cours de diplôme requis ne suffit pas pour remplir ce critère.
- 43.02** Si le statut de membre de la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* d'une association membre de l'UEFA est surclassé (par exemple, passage du niveau A au niveau Pro), les dispositions suivantes s'appliquent :
- a. S'agissant de l'alinéa 1(a) ci-dessus, la nouvelle licence d'entraîneur de l'UEFA la plus élevée ou la deuxième plus élevée (selon le cas) deviendra obligatoire pour le candidat à la licence dès que le bailleur de licence aura organisé son deuxième cours à ce niveau. À l'issue de cette période transitoire, seuls les titulaires du nouveau diplôme d'entraîneur de l'UEFA requis seront considérés comme remplissant ce critère ;

- b. S'agissant de l'alinéa 1(b) ci-dessus, seuls les entraîneurs participant à un cours de formation pour l'obtention du nouveau diplôme d'entraîneur de l'UEFA le plus élevé ou le deuxième plus élevé (selon le cas) seront considérés comme remplissant ce critère.

- 43.03** En cas d'accord de partenariat en vertu de la *Convention des entraîneurs de l'UEFA*, les qualifications d'entraîneur de l'UEFA proposées par l'association membre de l'UEFA disposant du statut de membre limité s'appliquent.
- 43.04** L'UEFA se réserve cependant le droit d'évaluer les conséquences de tout déclassement du statut de membre de la *Convention des entraîneurs de l'UEFA* (par exemple, passage du niveau Pro au niveau A), ainsi que celles portant sur les accords de partenariat avec l'association membre de l'UEFA en question, et de prendre des décisions au cas par cas.
- 43.05** Tous les entraîneurs qualifiés doivent être dûment inscrits auprès de l'association membre de l'UEFA et/ou de sa ligue affiliée.

Article 44 Contrats écrits

- 44.01** Tout employé ou prestataire de services dans les domaines administratif, technique, médical et de la sécurité exerçant l'une des fonctions mentionnées par [l'article 35](#) à [l'article 42](#) doit avoir un contrat écrit avec le candidat à la licence (ou une autre entité au sein de la structure juridique du groupe du candidat à la licence) conforme au cadre juridique national.
- 44.02** Le candidat à la licence doit s'assurer que les contrats avec chacun des entraîneurs sont conformes aux dispositions pertinentes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA.

Article 45 Prestataires de services

- 45.01** Si une fonction donnée est confiée à un prestataire de services conformément au cadre juridique national, le candidat à la licence doit conclure un contrat écrit avec le prestataire de services. Ce contrat doit contenir les informations minimales suivantes :
- a. tâches et responsabilités définies ;
 - b. informations relatives à la personne ou aux personnes responsable(s) de la fonction, y compris ses/leurs qualifications pertinentes.

Article 46 Occupation des fonctions

- 46.01** Les fonctions obligatoires définies par [l'article 35](#) à [l'article 42](#) constituent la structure organisationnelle minimale requise pour le candidat à la licence.
- 46.02** Une même personne pourrait remplir plus d'une fonction, pour autant que cette personne dispose de suffisamment de temps, des compétences appropriées et des qualifications nécessaires pour chaque fonction, et qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts.

Article 47 Structure organisationnelle

- 47.01 Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence un organigramme identifiant clairement les membres pertinents du personnel ainsi que leurs responsabilités hiérarchiques et fonctionnelles au sein de sa structure organisationnelle.
- 47.02 L'organigramme devrait au minimum fournir des informations sur les personnes clés définies par [l'article 35](#) à [l'article 38](#).

Article 48 Obligation de remplacement pendant la saison

- 48.01 Si une fonction définie par [l'article 35](#) à [l'article 42](#) devient vacante au cours de la saison de licence, le bénéficiaire de la licence doit veiller à ce que cette fonction soit reprise dans un délai de 60 jours au maximum par une personne disposant des qualifications requises.
- 48.02 Si une fonction devient vacante à la suite d'une maladie ou d'un accident, le bailleur de licence peut prolonger ce délai uniquement s'il peut raisonnablement établir que la personne concernée est toujours dans l'incapacité médicale de reprendre son activité.
- 48.03 Le bénéficiaire de la licence doit informer dans les plus brefs délais le bailleur de licence de tout remplacement effectué dans ce cadre.

Critères juridiques

Article 49 Déclaration relative à la participation à l'UEFA Women's Champions League

- 49.01 Le candidat à la licence doit présenter une déclaration juridiquement valable confirmant :
- a. qu'il reconnaît le caractère obligatoire des statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA, de l'UEFA, de l'association membre de l'UEFA et, le cas échéant, de la ligue nationale, ainsi que la compétence du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) à Lausanne, comme le prévoient les articles correspondants des *Statuts de l'UEFA* ;
 - b. qu'il disputera au niveau national des compétitions reconnues et approuvées par l'association membre de l'UEFA (par exemple, le championnat national, la coupe nationale) ;
 - c. qu'il participera au niveau international à des compétitions reconnues par l'UEFA (afin de lever toute ambiguïté, les matches amicaux ne sont pas soumis à la présente disposition) ;
 - d. qu'il informera, dans les meilleurs délais, le bailleur de licence de tous changements, événements et circonstances de grande importance économique ;

- e. qu'il appliquera et observera le règlement sur l'octroi de licence du bailleur de licence ;
- f. qu'il appliquera et observera le *Règlement d'octroi de licence aux clubs sur l'UEFA Women's Champions League*.
- g. qu'il a défini son périmètre de reporting conformément à [l'article 55](#) ;
- h. que l'ensemble des recettes et des coûts liés à chacune des activités footballistiques énumérées à [l'alinéa 55.03](#) ont été déclarés dans le périmètre de reporting ;
- i. qu'il répondra des conséquences éventuelles liées au non-respect par une entité incluse dans le périmètre de reporting des lettres e) et f) ci-dessus ;
- j. que l'ensemble des informations pertinentes en lien avec tout changement de sa forme juridique, de la structure juridique de son groupe (y compris de sa propriété) ou de son identité intervenu au cours des trois saisons précédant le début de la saison de licence ont été communiquées au bailleur de licence et à l'UEFA ;
- k. que tous les documents soumis sont complets et exacts ;
- l. qu'il autorise l'administration nationale d'octroi de licence et les instances nationales d'octroi de licence compétentes, l'Administration de l'UEFA et les organes de juridiction de l'UEFA à examiner tout document correspondant et à réclamer des informations de tout organisme public ou privé compétent conformément à la législation nationale ;
- m. qu'il prend acte de ce que l'UEFA se réserve le droit de réaliser des audits de conformité conformément à [l'article 63](#).

49.02 La déclaration doit être validée par un signataire autorisé du candidat à la licence au plus tôt trois mois avant la date limite fixée pour sa soumission au bailleur de licence.

Article 50 Informations juridiques minimales

50.01 Le candidat à la licence doit fournir au moins les informations juridiques minimales suivantes le concernant et, s'il s'agit d'une entité différente, concernant le membre inscrit :

- a. raison sociale complète ;
- b. forme juridique ;
- c. copie des statuts actuellement en vigueur ;
- d. extrait de registre public (par exemple, le registre du commerce) ;
- e. liste des signataires autorisés ;
- f. type de signature requis (par exemple, individuelle, collective).

50.02 Le candidat à la licence doit également fournir les renseignements et coordonnées suivants :

- a. adresse de son siège officiel ;
- b. coordonnées officielles (par exemple, numéro de téléphone/fax et adresses e-mail) ;
- c. adresse de son site Web public officiel ;

- d. nom et coordonnées directes de sa personne de contact officielle principale pour les questions liées à l'octroi de licence aux clubs.

Article 51 Contrat écrit avec une société de football

- 51.01** Si le candidat à la licence est une société de football au sens de [l'alinéa 14.01\(b\)](#), il doit fournir un contrat de mission écrit conclu avec un membre inscrit.
- 51.02** Ce contrat doit contenir les dispositions minimales suivantes :
- a. La société de football doit se conformer aux statuts, règlements, directives et décisions en vigueur de la FIFA, de l'UEFA, de l'association membre de l'UEFA et de sa ligue affiliée.
 - b. La société de football ne doit pas céder à des tiers son droit de participation à une compétition au niveau national ou international.
 - c. Le droit de la société de football de participer à une telle compétition doit s'éteindre si le club cédant cesse d'être membre de l'association.
 - d. Si la société de football est déclarée en faillite ou entre en liquidation, cette situation est considérée comme une interruption de l'adhésion ou de la relation contractuelle au sens de [l'article 14](#). Dans un but de clarté, une licence déjà accordée à la société de football ne peut pas être transférée de la société au membre inscrit.
 - e. Le droit d'approuver le nom sous lequel la société de football participera aux compétitions nationales doit être réservé à l'association membre de l'UEFA.
 - f. À la demande du tribunal arbitral national compétent ou du Tribunal Arbitral du Sport (TAS), la société de football doit fournir des avis, des informations et des documents sur les questions relatives à la participation de la société de football aux compétitions internationales ou nationales.
- 51.03** Le contrat de mission et toute modification de celui-ci doivent être approuvés par l'association membre de l'UEFA ou sa ligue affiliée.

Article 52 Structure juridique du groupe

- 52.01** Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence un document qui présente la structure juridique de son groupe à la date de référence comptable annuelle précédant la date limite fixée pour la soumission de sa demande au bailleur de licence.
- 52.02** Ce document doit clairement identifier et inclure des informations sur :
- a. le candidat à la licence et le membre inscrit, s'il s'agit d'une autre entité ;
 - b. toute filiale du candidat à la licence et du membre inscrit, s'il s'agit d'une autre entité ;
 - c. toute entité associée du candidat à la licence et du membre inscrit, s'il s'agit d'une autre entité ;
 - d. toute partie disposant de 10 % ou plus des droits de propriété directs ou indirects du candidat à la licence ou de 10 % ou plus des droits de vote ;
 - e. toute entité exerçant un contrôle direct ou indirect sur le candidat à la licence ;

- f. tout autre club de football dans lequel une des parties mentionnées aux lettres a) à e) ou un de ses principaux dirigeants détient des droits de propriété, des droits de vote, le statut de membre ou quelque autre participation que ce soit, ou sur lequel il/elle exerce une influence dans la gestion, l'administration ou les activités sportives ; et
- g. les principaux dirigeants du candidat à la licence et du membre inscrit, s'il s'agit d'une autre entité.

52.03 Le périmètre de reporting tel que défini à [l'article 55](#) doit également être clairement identifié dans ce document.

52.04 Les informations suivantes doivent être fournies pour chacune des parties incluses dans la structure juridique du groupe :

- a. nom et forme juridique, le cas échéant ;
- b. activité principale ; et
- c. quote-part d'intérêt dans le capital et, si celle-ci est différente, quote-part des droits de vote.
Pour toute filiale du candidat à la licence et du membre inscrit s'il s'agit d'une autre entité, les informations suivantes doivent également être fournies :
- d. capital social ;
- e. total de l'actif ;
- f. total des recettes ; et
- g. total des capitaux propres.

52.05 Le bailleur de licence doit être informé de tout changement apporté à la structure juridique du groupe pendant la période entre la date de référence comptable annuelle et la soumission de ces informations au bailleur de licence.

52.06 S'il le juge pertinent, le bailleur de licence peut demander au candidat à la licence/bénéficiaire de la licence de fournir des informations supplémentaires autres que celles mentionnées ci-dessus.

52.07 Le candidat à la licence doit confirmer que les informations relatives à la structure juridique du groupe sont complètes, exactes et conformes au présent règlement. L'attestation correspondante se fait au moyen d'une brève déclaration signée par l'organe exécutif/les signataires autorisés du candidat à la licence.

Article 53 Partie exerçant le contrôle ultime, bénéficiaire ultime et partie exerçant une influence notable

53.01 Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence un document contenant des informations sur :

- a. la partie exerçant le contrôle ultime sur le candidat à la licence ;
- b. le bénéficiaire ultime du candidat à la licence, à savoir une personne physique au nom de laquelle une entité ou un dispositif est détenu ou contrôlé ou une transaction est effectuée ; et
- c. toute partie exerçant une influence notable sur le candidat à la licence.

- 53.02** Les informations suivantes doivent être fournies pour chacune des parties identifiées à l'alinéa 1 ci-dessus, à la date de la soumission de ces informations au bailleur de licence :
- a. nom et forme juridique, le cas échéant ;
 - b. activité principale ;
 - c. quote-part d'intérêt dans le capital et, si celle-ci est différente, quote-part des droits de vote détenue dans le candidat à la licence ;
 - d. principaux dirigeants, le cas échéant ; et
 - e. tout autre club de football dans lequel la partie ou un de ses principaux dirigeants détient des droits de propriété, des droits de vote, le statut de membre ou quelque autre participation que ce soit, ou sur lequel il/elle exerce une influence de quelque manière que ce soit.
- 53.03** Le candidat à la licence doit confirmer si des changements sont intervenus ou non concernant les informations mentionnées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus pendant la période couverte par les états financiers annuels et allant jusqu'à la soumission des informations au bailleur de licence.
- 53.04** Si des changements visés à l'alinéa 3 ci-dessus sont intervenus, ils doivent être décrits en détail par le candidat à la licence dans les informations soumises au bailleur de licence. Les informations communiquées doivent comprendre au minimum les éléments suivants :
- a. la date à laquelle le changement est intervenu ;
 - b. une description du but et des motifs du changement ;
 - c. les conséquences du changement sur les politiques financières, opérationnelles et sportives du candidat à la licence ; et
 - d. une description de toute répercussion du changement sur les fonds propres ou l'endettement du candidat à la licence.
- 53.05** S'il le juge pertinent, le bailleur de licence peut demander au candidat à la licence de fournir des informations supplémentaires autres que celles mentionnées ci-dessus.
- 53.06** Le candidat à la licence doit confirmer que la déclaration relative à la partie exerçant le contrôle ultime, au bénéficiaire ultime et à la partie exerçant une influence notable est complète, exacte et conforme au présent règlement. L'attestation correspondante se fait au moyen d'une brève déclaration signée par l'organe exécutif/les signataires autorisés du candidat à la licence et de la partie exerçant le contrôle ultime sur ce dernier.

Article 54 Lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence

- 54.01** Le candidat à la licence doit soumettre une lettre d'affirmation au bailleur de licence dans les sept jours précédant le début du processus de décision de l'Organe de première instance, tel qu'il a été défini par le bailleur de licence en vertu de [l'article 10](#).

54.02 Le candidat à la licence doit :

- a. confirmer que tous les documents soumis au bailleur de licence sont complets, exacts et conformes au présent règlement ;
- b. indiquer si des changements importants ou des événements similaires sont intervenus ou non en relation avec sa demande de licence ou tout critère d'octroi de licence ;
- c. indiquer si des événements ou circonstances de grande importance économique, susceptibles d'affecter négativement la situation financière du candidat à la licence, sont intervenus ou non depuis la date de clôture des précédents états financiers annuels audités et des précédents états financiers intermédiaires soumis à un examen limité (si tel est le cas, la lettre d'affirmation de la direction doit comprendre une description de la nature de ces événements ou circonstances ainsi qu'une estimation de leurs incidences financières ou l'indication qu'une telle estimation ne peut être faite) ;
- d. indiquer si le candidat à la licence et, s'il s'agit d'une entité différente, le membre inscrit ou toute société mère du candidat à la licence incluse dans le périmètre de reporting cherche à obtenir ou a obtenu ou non une protection contre ses créanciers conformément à la législation ou à la réglementation applicable en matière de faillites au cours des douze mois précédant la saison de licence.

54.03 L'accord de la direction du candidat à la licence doit être attesté par une signature au nom de l'organe exécutif de ce dernier.

Critères financiers

Article 55 Entité(s) présentant les états financiers et périmètre de reporting

55.01 Le candidat à la licence détermine et fournit au bailleur de licence le périmètre de reporting, c'est-à-dire l'entité ou le regroupement d'entités pour laquelle/lesquelles les informations financières (par exemple, pour une entité unique, états financiers consolidés ou cumulés) doivent être fournies.

55.02 Le périmètre de reporting doit inclure :

- a. le candidat à la licence et le membre inscrit, s'il s'agit d'une autre entité ;
- b. toute filiale du candidat à la licence et du membre inscrit, s'il s'agit d'une autre entité ;
- c. toute autre entité, incluse ou non dans la structure juridique du groupe, qui génère des recettes et/ou effectue des prestations et/ou encourt des frais en rapport avec toute activité de football féminin définie aux alinéas 3(a) et 3(b) ci-dessous ;
- d. toute autre entité incluse dans la structure juridique du groupe qui génère des recettes et/ou effectue des prestations et/ou encourt des frais en rapport avec toute activité de football féminin définie aux alinéas 3(c) à 3(j) ci-dessous ;

55.03 Les activités liées au football féminin incluent :

- a. l'emploi/l'engagement d'employés (« personnel » au sens de [l'article 58](#)), y compris le paiement de toute forme de rétribution aux employés en vertu d'obligations contractuelles ou légales ;
- b. l'acquisition/la cession d'inscriptions de joueuses (y compris les prêts) ;
- c. la billetterie ;
- d. le sponsoring et la publicité ;
- e. la diffusion ;
- f. le merchandising et l'hospitalité ;
- g. les activités opérationnelles du club (par exemple administration, activités les jours de match, déplacements, recrutement, etc.) ;
- h. l'utilisation et la gestion des installations des stades et des installations d'entraînement ;
- i. le développement du football junior ; et
- j. le financement, y compris les capitaux propres qui créent des obligations pour le candidat à la licence, ou les dettes directement ou indirectement garanties ou couvertes par les actifs ou les recettes du candidat à la licence.

55.04 Une entité peut être exclue du périmètre de reporting uniquement :

- a. si les activités footballistiques qu'elle réalise figurent déjà entièrement dans les états financiers d'une autre entité incluse dans le périmètre de reporting, et
- b. si ses activités sont sans aucun rapport avec les activités footballistiques définies à l'alinéa 3 ci-dessus ni avec les sites, actifs ou marque du club de football ; ou
- c. si elle est non significative par rapport à l'ensemble des entités qui forment le périmètre de reporting et si elle ne réalise aucune des activités footballistiques définies aux alinéas 3(a) et 3(b) ci-dessus.

55.05 Le candidat à la licence doit soumettre une déclaration d'un signataire autorisé qui confirme :

- a. que l'ensemble des recettes et des coûts liés à chacune des activités footballistiques mentionnées à l'alinéa 3 ont été inclus dans le périmètre de reporting et qui fournisse des explications détaillées si tel n'est pas le cas ; et
- b. si une entité incluse dans la structure juridique du groupe a été exclue du périmètre de reporting et qui justifie cette exclusion en référence à l'alinéa 4.

Article 56 États financiers annuels

56.01 Le candidat à la licence doit préparer et soumettre, au plus tard à la date indiquée par le bailleur de licence, les états financiers annuels pour la période de reporting s'achevant l'année précédant la date limite fixée pour la soumission de la demande au bailleur de licence et la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des décisions relatives à la licence.

56.02 Les états financiers annuels, y compris les chiffres de la période précédente fournis à titre comparatif, doivent être préparés conformément aux Normes internationales

d'information financière ou aux normes comptables nationales (selon le cas) et doivent inclure les éléments suivants :

- a. un bilan à la fin de la période de reporting ;
- b. un compte de résultats (profits et pertes) pour la période de reporting ;
- c. un tableau des flux de trésorerie pour la période de reporting ;
- d. un tableau des mouvements des fonds propres au cours de la période de reporting ;
- e. des notes aux états financiers annuels, comprenant un résumé des principales méthodes comptables ainsi que d'autres notes explicatives ; et
- f. un rapport financier de la direction.

56.03 Les états financiers annuels doivent être audités par un auditeur indépendant conformément au cadre juridique national.

56.04 Si les états financiers annuels ne satisfont pas aux exigences minimales en matière de présentation prévues à [l'annexe E](#), le candidat à la licence doit également fournir au bailleur de licence :

- a. des informations complémentaires afin de satisfaire aux exigences minimales en matière de présentation énoncées à [l'annexe E](#) ; et
- b. un rapport d'évaluation fourni par le même auditeur que celui qui signe les états financiers annuels selon les procédures convenues prescrites par le bailleur de licence en vue de confirmer l'exhaustivité et l'exactitude des informations complémentaires.

56.05 Lorsque les équipes et les activités de football féminin font partie de la même entité juridique/du même périmètre de reporting que les équipes et les activités de football masculin, le candidat à la licence doit identifier les recettes et les dépenses qui sont liées aux activités de football féminin et préparer un compte de résultats conformément aux exigences de [l'annexe E](#).

Article 57 Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football

57.01 Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il n'a aucun arriéré de paiement (au sens de [l'annexe F](#)) envers d'autres clubs de football résultant d'obligations liées à des transferts dû au plus tard le 28 février précédant la saison de licence.

57.02 Les dettes sont les montants dus à des clubs de football résultant :

- a. de transferts de joueuses professionnelles (au sens du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA), y compris tout montant dont le paiement est soumis au respect de certaines conditions ;
- b. de l'inscription de joueuses en tant que professionnelles pour la première fois, y compris tout montant dont le paiement est soumis au respect de certaines conditions ;
- c. d'indemnités de formation et de contributions de solidarité, au sens du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA ; et

- d. de toute responsabilité conjointe et solidaire prononcée par une autorité compétente du fait de la résiliation d'un contrat par une joueuse.

57.03 Le candidat à la licence doit préparer et soumettre au bailleur de licence un tableau des transferts, sauf si les informations relatives aux transferts ont déjà été communiquées au bailleur de licence en vertu des exigences nationales existantes en matière de transferts (par exemple, le système national de compensation) et que le bailleur de licence est en mesure d'extraire et d'évaluer toutes les informations requises, conformément aux alinéas 4 et 5 ci-dessous. Un tableau des transferts doit être établi même si aucun transfert/prêt n'est intervenu durant la période correspondante.

57.04 Le candidat à la licence doit y indiquer :

- a. toute nouvelle inscription de joueuses (y compris les prêts) résultant de contrats de transfert conclus au cours des douze mois précédant le 28 février, indépendamment du fait qu'un montant soit payable ou non à cette date ;
- b. tout transfert (qu'il se rapporte à la mise à disposition ou à l'inscription de joueuses et quelle que soit la date à laquelle le transfert est intervenu) pour lequel une dette est exigible au 28 février ; et
- c. tout transfert pour lequel des montants sont contestés au 28 février.

57.05 Le tableau des transferts doit contenir les informations minimales suivantes concernant tout transfert de joueuses :

- a. nom et date de naissance de la joueuse ;
- b. date du contrat de transfert ;
- c. nom du club de football qui est le créancier ;
- d. montant du transfert (ou du prêt) payé ou dû (y compris les indemnités de formation et les contributions de solidarité), même si le paiement n'a pas été réclamé par le créancier ;
- e. autres coûts directs relatifs à l'inscription de la joueuse payés ou dus ;
- f. toute autre compensation payée ou due dans le cadre d'un contrat de transfert ;
- g. Amounts settled before 28 February and payment date(s);
- h. solde dû au 28 février, y compris l'échéance de chaque élément non payé ; et
- i. arriérés de paiement au 28 février, y compris l'échéance de chaque élément non payé et, le cas échéant, les montants réglés entre le 28 février et le 31 mars, accompagnés des dates de paiement, et tout arriéré de paiement restant au 31 mars (mise à jour du solde du 28 février), ainsi qu'un commentaire explicatif ;
- j. montants différés au 28 février (tels que définis à [l'annexe F](#)), y compris l'échéance d'origine et la nouvelle échéance de chaque élément différé, et la date à laquelle un accord écrit a été conclu entre les parties ;
- k. montants contestés au 28 février (tels que définis à [l'annexe F](#)), y compris les références des cas et une brève description des positions de toutes les parties concernées ; et
- l. montants conditionnels (passifs éventuels) non encore intégrés au bilan au 28 février.

- 57.06 Le candidat à la licence doit rapprocher ses passifs issus du tableau des transferts avec ses pièces comptables sous-jacentes.
- 57.07 Le candidat à la licence doit confirmer que le tableau des transferts est complet, exact et conforme au présent règlement. L'attestation correspondante se fait au moyen d'une brève déclaration signée par l'organe exécutif/les signataires autorisés du candidat à la licence.

Article 58 Absence d'arriérés de paiement envers le personnel

- 58.01 Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il n'a aucun arriéré de paiement (au sens de [l'annexe F](#)) envers son personnel résultant d'obligations contractuelles ou légales dû au plus tard le 28 février précédant la saison de licence.
- 58.02 Les dettes recouvrent toute forme de rétribution due au personnel en raison d'obligations contractuelles ou légales, y compris les salaires, la rémunération du droit à l'image, les bonus et toute autre prestation visée.
- 58.03 Le terme « personnel » comprend les personnes suivantes :
- a. toutes les joueuses professionnelles aux termes du *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA* ;
 - b. tout employé dans les domaines administratif, technique, médical et de la sécurité exerçant l'une des fonctions mentionnées par [l'article 35](#) à [l'article 42](#) ; et
 - c. les prestataires de services exerçant l'une des fonctions mentionnées par [l'article 35](#) à [l'article 42](#).
- 58.04 Si l'un des membres du « personnel » est employé par une entité au sein de la structure juridique du groupe ou du périmètre de reporting autre que le candidat à la licence, est lié par contrat à une telle entité ou lui fournit des services de consultance ou d'autres services, ces dettes doivent également relever du champ d'application de l'alinéa 1 ci-dessus.
- 58.05 Les dettes envers des personnes qui, pour diverses raisons, ne sont plus employées ou engagées par le candidat à la licence ou une entité au sein de la structure juridique du groupe de ce dernier relèvent de ce critère et doivent être réglées au cours de la période prévue dans le contrat ou prescrite par la loi, quelle que soit la manière dont ces dettes sont comptabilisées dans les états financiers.
- 58.06 Le candidat à la licence doit préparer et soumettre au bailleur de licence un tableau relatif au personnel indiquant les soldes totaux suivants relatifs à son personnel au 28 février précédant la saison de licence :
- a. solde total dû ;
 - b. montant total des arriérés de paiement et tout arriéré de paiement restant au 31 mars (mise à jour du solde du 28 février) ;
 - c. montant total différé (au sens de [l'annexe F](#)) ; et
 - d. montant total contesté (au sens de [l'annexe F](#)).

- 58.07** Pour chaque arriéré de paiement, montant différé ou montant contesté au 28 février, les informations minimales suivantes doivent être données, ainsi qu'un commentaire explicatif :
- a. nom et poste/fonction de l'employé (indépendamment du fait que la personne ait été employée ou engagée ou non au cours de l'année précédant le 28 février) ;
 - b. dates de début et de fin (le cas échéant) ;
 - c. arriérés de paiement, y compris l'échéance de chaque élément non payé et, le cas échéant, les montants réglés entre le 28 février et le 31 mars, accompagnés des dates de paiement, et tout arriéré de paiement restant au 31 mars (mise à jour du solde du 28 février) ;
 - d. montants différés, y compris l'échéance d'origine et la nouvelle échéance de chaque élément différé, et la date à laquelle un accord écrit a été conclu entre les parties ; et
 - e. montants contestés, y compris les références des cas et une brève description des positions de toutes les parties concernées.
- 58.08** Le candidat à la licence doit rapprocher ses passifs issus du tableau relatif au personnel avec ses pièces comptables sous-jacentes.
- 58.09** Le candidat à la licence doit confirmer que le tableau relatif au personnel est complet, exact et conforme au présent règlement. L'attestation correspondante se fait au moyen d'une brève déclaration signée par l'organe exécutif/les signataires autorisés du candidat à la licence.

Article 59 Absence d'arriérés de paiement envers les administrations sociales et/ou fiscales

- 59.01** Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il n'a aucun arriéré de paiement (au sens de [l'annexe F](#)) envers les administrations sociales et/ou fiscales résultant d'obligations contractuelles ou légales concernant l'ensemble des personnes employées dû au plus tard le 28 février précédant la saison de licence.
- 59.02** Les dettes sont les montants dus aux administrations sociales et/ou fiscales résultant d'obligations contractuelles ou légales concernant l'ensemble de son personnel. Les dettes comprennent, entre autres, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les versements à la caisse de pension, les cotisations de sécurité sociale et autres paiements similaires.
- 59.03** Le candidat à la licence doit soumettre au bailleur de licence un tableau relatif aux administrations sociales/fiscales au 28 février précédant la saison de licence, qui indique les montants suivants :
- a. solde total dû aux administrations sociales et/ou fiscales ;
 - b. montant total des arriérés de paiement et tout arriéré de paiement restant au 31 mars (mise à jour du solde du 28 février) ;
 - c. montant total différé (au sens de [l'annexe F](#)) ;

- d. montant total contesté (au sens de [l'annexe F](#)) ; et
- e. montant total soumis à une décision qui doit être rendue par l'autorité compétente (au sens de [l'annexe F](#)).

59.04 Pour chaque arriéré de paiement, montant différé, contesté ou en suspens au 28 février, les informations minimales suivantes doivent être données, ainsi qu'un commentaire explicatif :

- a. nom du créancier ;
- b. arriérés de paiement, y compris l'échéance de chaque élément non payé et, le cas échéant, les montants réglés entre le 28 février et le 31 mars, accompagnés des dates de paiement, et tout arriéré de paiement restant au 31 mars (mise à jour du solde du 28 février) ;
- c. montants différés, y compris l'échéance d'origine et la nouvelle échéance de chaque élément différé, et la date à laquelle un accord écrit a été conclu entre les parties ;
- d. montants soumis à une décision qui doit être rendue par l'autorité compétente et une brève description de la demande du candidat à la licence ; et
- e. montants contestés, y compris les références des cas et une brève description des positions de toutes les parties concernées.

59.05 Le candidat à la licence doit rapprocher ses passifs issus du tableau relatif aux administrations sociales/fiscales avec ses pièces comptables sous-jacentes.

59.06 Le candidat à la licence doit confirmer que le tableau relatif aux administrations sociales/fiscales est complet, exact et conforme au présent règlement. L'attestation correspondante se fait au moyen d'une brève déclaration signée par l'organe exécutif/les signataires autorisés du candidat à la licence.

Article 60 Absence d'arriérés de paiement envers l'UEFA et le bailleur de licence

60.01 Le candidat à la licence doit apporter la preuve qu'au 31 mars précédant la saison de licence, il n'a aucun arriéré de paiement (au sens de [l'annexe F](#)) envers l'UEFA, d'autres entités désignées par l'UEFA ou le bailleur de licence résultant d'obligations dû au plus tard le 28 février précédant la saison de licence.

60.02 Les dettes envers l'UEFA comprennent, entre autres, les mesures disciplinaires financières imposées par l'ICFC.

60.03 Le candidat à la licence doit préparer et soumettre, dans le délai et sous la forme communiqués par le bailleur de licence, une déclaration confirmant le total des dettes envers l'UEFA, d'autres entités désignées par l'UEFA et le bailleur de licence, ainsi que l'absence ou l'existence d'arriérés de paiement.

III Dispositions finales

Article 61 Texte faisant foi et langue de correspondance

- 61.01 En cas de divergences entre les versions anglaise, française, allemande ou russe du présent règlement, la version anglaise fait foi.
- 61.02 Toute la correspondance entre l'UEFA, le bailleur de licence et/ou le bénéficiaire de la licence doit être effectuée dans l'une des trois langues officielles de l'UEFA (anglais, français et allemand) et l'UEFA peut demander au bailleur de licence et/ou au bénéficiaire de la licence la traduction certifiée conforme de certains documents à leurs frais.

Article 62 Annexes

- 62.01 Toutes les annexes au présent règlement en font partie intégrante.

Article 63 Audits de conformité

- 63.01 L'UEFA et/ou les instances/représentations désignées par ses soins se réservent le droit de procéder à tout moment à des audits de conformité auprès du bailleur de licence et auprès du candidat à la licence/bénéficiaire de la licence.
- 63.02 Les audits de conformité visent à s'assurer que le bailleur de licence et le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence ont rempli leurs obligations telles que définies dans le présent règlement et que la licence a été correctement octroyée au moment de la décision définitive du bailleur de licence.
- 63.03 Aux fins des audits de conformité, en cas de divergence dans l'interprétation du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs entre la version dans une langue officielle de l'UEFA et la version dans la langue nationale officielle, la version dans la langue officielle de l'UEFA prévaut.

Article 64 Mesures disciplinaires

- 64.01 L'ICFC doit constamment garder à l'esprit les objectifs généraux du présent règlement, en particulier afin de déjouer toute tentative visant à les contourner.
- 64.02 Toute violation du présent règlement peut être traitée par l'UEFA conformément au présent règlement et aux *Règles de procédure régissant l'Instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA*.

Article 65 Dispositions d'application

- 65.01 L'UEFA est habilitée à prendre les décisions et à adopter, sous forme de directives, les dispositions d'exécution détaillées nécessaires à la mise en œuvre du présent règlement.

Article 66 Adoption, abrogation et entrée en vigueur

- 66.01 Le présent règlement a été adopté par le Comité exécutif de l'UEFA lors de sa séance du 10 mai 2022.
- 66.02 Il remplace le *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier* (édition 2018).
- 66.03 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juin 2022, avec les dispositions exceptionnelles et transitoires énoncées à [l'article 67](#).

Article 67 Dispositions exceptionnelles et transitoires

- 67.01 Nonobstant [l'alinéa 66.03](#) ci-dessus, [l'article 40](#) et [l'article 41](#) entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023.
- 67.02 En dérogation à [l'article 14](#), [l'alinéa 14.02](#), [l'alinéa 14.04](#) et [l'alinéa 14.05](#) entrent en vigueur le 1^{er} juin 2024.
- 67.03 En dérogation à [l'article 20](#), pour la saison de licence 2023/24, le candidat à la licence doit disposer d'au moins une équipe junior dans la fourchette d'âge de 12 à 21 ans.
- 67.04 En dérogation à [l'article 42](#), pour la saison de licence 2023/24, le candidat à la licence doit avoir désigné au moins un entraîneur qualifié disposant de la qualification d'entraîneur minimale définie par son association membre de l'UEFA.
- 67.05 En dérogation à [l'article 56](#), [l'alinéa 56.02](#)(c), [l'alinéa 56.04](#) et [l'alinéa 56.05](#) entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023.
- 67.06 En dérogation à [l'article 56](#), [l'alinéa 56.03](#) entre en vigueur le 1^{er} juin 2025.
- 67.07 Nonobstant [l'alinéa 67.06](#) ci-dessus, pour les candidats à la licence qui participent à la phase de groupe de l'UEFA Women's Champions League 2024/25, [l'alinéa 56.03](#) entre en vigueur le 1^{er} juin 2024.

Annexe A Procédure d'exception

A.1 Principes

- A.1.1 En vertu de [l'article 13](#), l'Administration de l'UEFA ou l'ICFC peut accorder des exceptions portant sur :
- a. la non-applicabilité d'une exigence minimale concernant les instances décisionnelles ou le processus de prise de décision figurant à [l'article 7](#), compte tenu de la législation nationale en vigueur ou pour toute autre raison ;
 - b. la non-applicabilité d'une exigence minimale relative aux phases essentielles de la procédure définies à [l'article 10](#), compte tenu de la législation nationale en vigueur ou pour toute autre raison ;
 - c. la non-applicabilité d'une des procédures d'évaluation minimales définies à [l'article 11](#), compte tenu de la législation nationale en vigueur ou pour toute autre raison ;
 - d. la non-applicabilité de la règle des trois ans définie à [l'article 14](#) ;
 - e. la non-applicabilité d'un critère particulier défini au Chapitre 3 de la section II et dans les annexes correspondantes, compte tenu de la législation nationale en vigueur ou pour toute autre raison ;
 - f. la prolongation de la période d'introduction prévue pour la mise en œuvre d'un critère ou d'une catégorie de critères définis au Chapitre 3 de la section II.
- A.1.2 Les exceptions relatives aux lettres a), b), c), e) et f) sont accordées à une association membre de l'UEFA et s'appliquent à tous les clubs qui sont affiliés à cette association et qui présentent une demande de licence afin de participer à l'UEFA Women's Champions League.
- A.1.3 Les exceptions relatives à la lettre d) sont accordées individuellement aux clubs qui soumettent une demande de licence.

A.2 Procédure

- A.2.1 L'Administration de l'UEFA ou l'ICFC fait office d'instance décisionnelle pour les demandes d'exception. L'UEFA se prononce sur toutes les exceptions prévues à [l'annexe A.1.1](#)(a), (b), (c), (e) et (f), et l'ICFC sur les demandes d'exception visées à [l'annexe A.1.1](#)(d).
- A.2.2 Les demandes d'exception doivent être présentées par écrit, formulées de manière claire et dûment motivées.
- A.2.3 Les demandes d'exception relatives aux points visés à [l'annexe A.1.1](#)(a), (b), (c), (e) et (f) doivent être soumises par le bailleur de licence dans le délai et sous la forme communiqués par l'UEFA.
- A.2.4 Les demandes d'exception relatives à [l'annexe A.1.1](#)(d) doivent être soumises par le bailleur de licence au nom du candidat à la licence dans le délai et sous la forme communiqués par l'UEFA. Il incombe au candidat à la licence/au bénéficiaire de la licence de s'assurer de l'exhaustivité et de l'exactitude de la demande.

-
- A.2.5 L'Administration de l'UEFA et l'ICFC usent de la latitude nécessaire pour accorder des exceptions dans les limites du présent règlement.
- A.2.6 Le statut et la situation du football et du candidat à la licence sur le territoire de l'association membre de l'UEFA sont pris en compte lors de l'examen d'une demande d'exception, ce qui comprend notamment les éléments suivants :
- a. taille du territoire, population, contexte géographique et économique ;
 - b. importance de l'association membre de l'UEFA (nombre de clubs, nombre de joueuses licenciées et d'équipes, taille et qualité de l'administration de l'association, etc.) ;
 - c. niveau du football (selon qu'il s'agit de clubs professionnels, semi-professionnels ou amateurs) ;
 - d. statut du football en tant que sport sur le territoire et son potentiel en matière de marché (affluence moyenne, marché TV, sponsoring, potentiel de recettes, etc.) ;
 - e. classement par coefficient de l'UEFA (association et ses clubs) et classement de la FIFA ;
 - f. situation en ce qui concerne la propriété du stade (club, ville/commune ou autre) dans le cadre de l'association ;
 - g. soutien (financier ou autre) des autorités nationales, régionales et locales, y compris du ministère national des sports.
 - h. protection des créanciers ;
 - i. structure juridique du groupe du club et périmètre de reporting ;
 - j. identité du club.
- A.2.7 Toute décision en lien avec [l'annexe A.1.1](#)(a), (b), (c), (e) et (f) est communiquée au bailleur de licence par écrit et dûment motivée. Le bailleur de licence doit ensuite la communiquer à tous les candidats à la licence concernés.
- A.2.8 Toute décision en lien avec [l'annexe A.1.1](#)(d) est communiquée au bailleur de licence et au club demandeur par écrit et dûment motivée.
- A.2.9 Un appel peut être interjeté contre des décisions finales prises par l'Administration de l'UEFA ou l'ICFC sur présentation d'une requête écrite au Tribunal Arbitral du Sport (TAS), conformément aux dispositions correspondantes des *Statuts de l'UEFA*.

Annexe B Délégation des responsabilités relatives à l'octroi de licence à une ligue affiliée

B.1 Principes

- B.1.1** Le Comité exécutif de l'UEFA se prononce sur toute demande des associations membres de l'UEFA portant sur la délégation à leur ligue affiliée des responsabilités relatives à l'octroi de licence ou sur la révocation de cette délégation, comme indiqué à [l'alinéa 5.02](#).
- B.1.2** Les demandes, qui doivent être dûment motivées, peuvent être présentées à tout moment à l'UEFA. Toutes les demandes écrites parvenues à l'UEFA avant le début des phases essentielles de la procédure sont prises en considération pour la saison sportive suivante.
- B.1.3** Le moment d'une telle demande doit faire l'objet d'une mûre réflexion. Dans le souci de garantir la continuité, l'UEFA n'accédera à aucune demande de délégation ni de révocation d'une délégation durant les phases essentielles de la procédure.
- B.1.4** Le Comité exécutif de l'UEFA peut approuver une demande de délégation si l'association membre de l'UEFA confirme par écrit que la ligue :
- a. est affiliée à l'association membre de l'UEFA et s'est engagée par écrit à accepter les statuts et les règlements de l'association membre de l'UEFA ainsi que les décisions de ses instances responsables et compétentes ;
 - b. est responsable de l'organisation du championnat national de première division ;
 - c. a défini, d'un commun accord avec l'association membre de l'UEFA, l'utilisation des contributions financières versées par l'UEFA à l'association membre à des fins d'octroi de licence aux clubs ;
 - d. a soumis un engagement écrit de son organe législatif à se conformer aux obligations suivantes vis-à-vis de l'UEFA :
 - i. se doter d'un règlement national sur l'octroi de licence aux clubs qui applique les critères d'octroi de licence aux clubs de l'UEFA, conformément aux dispositions du présent règlement et à toute modification ultérieure ;
 - ii. garantir l'accès nécessaire à l'UEFA et aux instances/représentations désignées par ses soins, afin qu'elles puissent à tout moment vérifier le fonctionnement de la procédure d'octroi de licence aux clubs et contrôler les décisions des instances décisionnelles ;
 - iii. accorder l'autorisation à l'UEFA et aux instances/représentations désignées par ses soins d'effectuer à tout moment des audits de conformité concernant des clubs qui se qualifient pour l'UEFA Women's Champions League ;
 - iv. accepter toute décision de l'UEFA relative aux exceptions ou aux audits de conformité ;
 - v. appliquer la sanction appropriée à l'encontre des parties concernées, conformément aux recommandations ou aux décisions de l'UEFA.

Annexe C Intégration des critères d'octroi de licence aux clubs pour l'UEFA Women's Champions League dans le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs

C.1 Principe

- C.1.1 Chaque bailleur de licence définit dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs les parties concernées, leurs droits et leurs obligations, ainsi que les critères et les procédures nécessaires à la participation à l'UEFA Women's Champions League, conformément au présent règlement (voir [l'alinéa 5.03](#)).

C.2 Procédure

- C.2.1 Le bailleur de licence doit rédiger la version finale du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs et l'envoyer, dans l'une des langues officielles de l'UEFA, à l'UEFA pour examen dans le délai fixé par cette dernière.
- C.2.2 Le bailleur de licence doit garantir et apporter la preuve à l'UEFA que toutes les dispositions applicables du présent règlement ont été intégrées dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs. Des exceptions peuvent être accordées conformément à [l'article 13](#) du présent règlement.
- C.2.3 Le bailleur de licence est habilité à étendre ou à compléter les critères minimaux du présent règlement dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs pour la participation à l'UEFA Women's Champions League.
- C.2.4 Toute extension et tout ajout de critères minimaux effectués par le bailleur de licence dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs s'appliquent *mutatis mutandis* à la participation à l'UEFA Women's Champions League.
- C.2.5 Le bailleur de licence doit confirmer à l'UEFA que toutes les dispositions contenues dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs sont conformes à la législation nationale en vigueur.
- C.2.6 Le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs doit être approuvé par les organes nationaux compétents et communiqué aux candidats à la licence avant le début de la procédure d'octroi de licence. Il ne peut être modifié durant cette procédure sans autorisation préalable de l'UEFA.
- C.2.7 L'UEFA examine la version finale du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs et confirme par écrit au bailleur de licence concerné que :
- les dispositions applicables définies dans le présent règlement pour la participation à l'UEFA Women's Champions League sont intégrées dans le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs ;
 - la licence émise par les organes nationaux compétents conformément au règlement national sur l'octroi de licence aux clubs se base sur les critères minimaux fixés dans la section II du présent règlement.

-
- C.2.8 Le bailleur de licence est encouragé à appliquer une procédure d'octroi de licence aux clubs pour régir la participation à ses compétitions nationales. À cet effet, le bailleur de licence est habilité à étendre, réduire ou compléter les critères minimaux du présent règlement dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs en vue d'accorder l'autorisation de participer à ses compétitions nationales.

Annexe D Application à titre extraordinaire de la procédure d'octroi de licence aux clubs

D.1 Principes

- D.1.1 L'UEFA définit les délais impartis et les critères minimaux pour l'application à titre extraordinaire de la procédure d'octroi de licence aux clubs visée à [l'alinéa 17.01](#) et notifie ces critères aux bailleurs de licence au plus tard le 31 août de l'année précédant la saison de licence.
- D.1.2 Les bailleurs de licence doivent notifier à l'UEFA toute demande d'application à titre extraordinaire par écrit, en indiquant le nom du club concerné, dans le délai communiqué par l'UEFA.
- D.1.3 Il incombe au bailleur de licence de soumettre les critères au club concerné aux fins de l'évaluation par ses soins de la demande d'application à titre extraordinaire. Le bailleur de licence doit intervenir immédiatement auprès du club concerné afin de préparer cette procédure d'application à titre extraordinaire.
- D.1.4 Le club concerné doit fournir les documents probants nécessaires au bailleur de licence, qui évaluera le club par rapport aux normes minimales fixées et transmettra à l'UEFA, dans le délai communiqué par cette dernière, la documentation suivante, rédigée dans l'une des langues officielles de l'UEFA :
- a. une demande écrite sollicitant l'autorisation spéciale de participer à l'UEFA Women's Champions League ;
 - b. une recommandation du bailleur de licence basée sur l'évaluation réalisée par ses soins (y compris les dates et les noms des personnes ayant évalué le club) ;
 - c. tous les éléments justificatifs fournis par le club et le bailleur de licence à la demande de l'UEFA ;
 - d. tout document supplémentaire demandé par l'UEFA durant la procédure d'application à titre extraordinaire.
- D.1.5 L'UEFA fonde sa décision sur la documentation reçue et accorde l'autorisation spéciale de participer à l'UEFA Women's Champions League si tous les critères sont remplis et si le club se qualifie en définitive sur la base de ses résultats sportifs. La décision sera communiquée au bailleur de licence, lequel est tenu de la transmettre au club concerné.
- D.1.6 Si un club est éliminé sur le plan sportif au cours de cette procédure d'application à titre extraordinaire, le bailleur de licence concerné est tenu d'en informer sans délai l'UEFA et il est mis fin à cette procédure immédiatement, sans autre décision. Une procédure ainsi interrompue ne pourra être relancée à un stade ultérieur.
- D.1.7 Un appel peut être interjeté contre des décisions finales prises par l'UEFA sur présentation d'une requête écrite au Tribunal Arbitral du Sport (TAS), conformément aux dispositions correspondantes des *Statuts de l'UEFA*.

Annexe E Exigences en matière de présentation des états financiers

E.1 Principes

- E.1.1** Nonobstant les exigences des pratiques comptables nationales, les Normes internationales d'information financière ou la Norme internationale d'information financière pour les petites et moyennes entités, les critères financiers du présent règlement imposent aux candidats à la licence/bénéficiaires de licence de présenter au bailleur de licence un niveau minimum spécifié d'informations financières, comme prévu à [l'article 56](#).
- E.1.2** Chacune des composantes des états financiers doit être clairement identifiée. Les informations énumérées ci-après doivent être présentées de façon visible, et répétées dans les états financiers, si nécessaire à la bonne compréhension des informations déclarées :
- a. le nom (et la forme juridique), le domicile et l'adresse professionnelle de l'entité/des entités présentant les états financiers, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de référence comptable annuelle précédente ;
 - b. le fait que les informations financières couvrent le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence seul, un groupe d'entités ou tout autre regroupement d'entités, ainsi qu'une description de la structure et de la composition de ce groupe ou regroupement ;
 - c. la date de référence comptable annuelle et la période couverte par les informations financières (tant actuelles que comparatives) ; et
 - d. la monnaie de présentation.
- E.1.3** Si les états financiers annuels ne satisfont pas aux exigences en matière de présentation énoncées à [l'annexe E](#), le candidat à la licence doit également fournir au bailleur de licence :
- a. des informations complémentaires afin de satisfaire aux exigences en matière de présentation énoncées à [l'annexe E](#) ;
 - b. un rapport d'évaluation fourni par le même auditeur que celui qui signe les états financiers annuels selon les procédures convenues prescrites par le bailleur de licence concernant l'exhaustivité et l'exactitude des états financiers retraités.

E.2 Bilan

- E.2.1** Les exigences minimales en matière de présentation des postes du bilan sont énumérées ci-dessous.

Actifs

- i. Trésorerie et équivalents de trésorerie
- ii. Autres actifs courants
- iii. Immobilisations corporelles et incorporelles

- iv. Créances
- v. Autres actifs non courants
- vi. Total des actifs (somme des éléments i à v)
- Passifs**
- vii. Emprunts bancaires et autres emprunts
- viii. Autres engagements
- ix. Autres passifs courants
- x. Autres passifs non courants
- xi. Total des passifs (somme des éléments vii à x)
- Fonds propres**
- xii. Total des fonds propres

E.3 Compte de résultats

- E.3.1 Les exigences minimales de présentation du compte de résultats sont énumérées ci-dessous.

Produits

- i. Recettes de billetterie
- ii. Sponsoring et publicité
- iii. Droits de diffusion
- iv. Activités commerciales
- v. Versements de solidarité et primes de l'UEFA
- vi. Subventions, dons, contributions et bourses
- vii. Autres produits d'exploitation
- viii. Total des recettes (somme des éléments i à vii)

Charges

- ix. Prestations en faveur du personnel
- x. Autres charges d'exploitation
- xi. Total des charges d'exploitation (à l'exclusion des inscriptions de joueuses ; somme des éléments ix à x)
- xii. Résultat net des transferts de joueuses
- xiii. Charges/produits nets hors exploitation : autres
- xiv. Charges/produits d'impôt
- xv. Dividendes versés/intérêts minoritaires
- xvi. Total des dépenses (somme des éléments xi à xv)

E.4 Tableau des flux de trésorerie

- E.4.1 Le tableau des flux de trésorerie indique les flux de trésorerie au cours de la période financière, classés séparément comme indiqué ci-dessous.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de recettes de l'entité présentant les états financiers et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement. En conséquence, ces flux

résultent en général des transactions et autres événements qui entrent dans la détermination du résultat net. Les exigences minimales de présentation sont énumérées ci-dessous :

- i. Entrées/sorties de trésorerie nettes provenant des activités opérationnelles

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les activités d'investissement sont l'acquisition et la cession d'actifs à long terme (y compris les inscriptions de joueuses) et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie. Les exigences minimales de présentation sont énumérées ci-dessous :

- i. Entrées/sorties de trésorerie nettes provenant des activités d'investissement

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement sont les activités qui entraînent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et des emprunts de l'entité présentant les états financiers. Les exigences minimales de présentation sont énumérées ci-dessous :

- i. Entrées/sorties de trésorerie nettes provenant des activités de financement

Autres flux de trésorerie

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés doivent être présentés séparément. Chacun doit être présenté de façon cohérente, d'un exercice à l'autre, dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement.

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le revenu doivent être présentés séparément et classés comme des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés, de manière appropriée, aux activités de financement ou d'investissement.

- E.4.2 Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie doivent être indiquées et les montants présentés au tableau des flux de trésorerie doivent être rapprochés avec les postes correspondants figurant au bilan.

Annexe F Arriérés de paiement

F.1 Principes

F.1.1 Les dettes sont considérées comme des arriérés de paiement si elles ne sont pas réglées selon les dispositions contractuelles ou légales.

F.1.2 Les dettes ne sont pas considérées comme des arriérés de paiement au sens du présent règlement si le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence (c'est-à-dire le débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'à la date limite applicable, à savoir au 31 mars, concernant [l'article 57](#), [l'article 58](#), [l'article 59](#) et [l'article 60](#) :

- a. le montant en question a été réglé, c'est-à-dire soit payé intégralement, soit compensé par les obligations du créancier envers le débiteur ; ou
- b. la date limite du paiement pour le montant en question a été prorogée (les montants correspondants sont appelés « montants différés » dans le présent règlement), à savoir qu'un accord a été conclu par écrit avec le créancier en vue de reporter la date limite du paiement (le fait que le créancier n'ait pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- c. le montant en question fait l'objet d'une action en justice ou d'une procédure en cours (les montants correspondants sont appelés « montants contestés » dans le présent règlement), à savoir :
 - i. le débiteur a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement, sachant que si les instances décisionnelles (bailleur de licence ou ICFC) considèrent que cette action ou ces procédures a/ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent règlement (c'est-à-dire afin de gagner du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou
 - ii. le débiteur a contesté, auprès de l'autorité compétente conformément au droit national, des instances nationales ou internationales du football ou du tribunal arbitral compétent, une action en justice ou des procédures qui a/ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction des instances décisionnelles correspondantes (bailleur de licence ou ICFC), qu'il a des motifs valables de contester cette action en justice ou les procédures engagées, sachant que si les instances décisionnelles (bailleur de licence ou ICFC) considèrent que ces motifs de contestation sont manifestement infondés, le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou

-
- d. le règlement du montant en question est en suspens (les montants correspondants sont appelés « montants en suspens » dans le présent règlement), à savoir :
- i. le débiteur a demandé à une autorité compétente, par écrit et conformément à la législation applicable, de proroger la date limite du paiement des montants dus aux administrations sociales et/ou fiscales (tels que définis à [l'article 59](#)), et l'autorité compétente a confirmé par écrit que cette demande a été jugée recevable et est toujours en attente d'une décision au 31 mars (en lien avec Article 82 – No overdue payables to social/tax authorities - enhanced) ; ou
 - ii. le débiteur est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction des instances décisionnelles correspondantes (bailleur de licence ou ICFC), qu'il a pris toutes les mesures raisonnables pour identifier et payer le(s) créancier(s) en matière d'indemnités de formation et de contributions de solidarité (comme prévu par le *Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs* de la FIFA).

Annexe G Procédures d'évaluation par le bailleur de licence

G.1 Principes

- G.1.1 Le bailleur de licence définit les procédures d'évaluation, garantissant l'égalité de traitement de tous les clubs qui demandent une licence. Il évalue la documentation soumise par les clubs, vérifie si elle est appropriée, détermine à sa satisfaction si chaque critère a été respecté et, s'il y a lieu, quelles informations complémentaires éventuelles sont requises pour qu'une licence puisse être octroyée.
- G.1.2 Les procédures d'évaluation pour contrôler le respect des dispositions énoncées à [l'article 11](#) se réfèrent aux étapes d'évaluation spécifiques qui doivent être suivies par le bailleur de licence comme précisé ci-dessous.

G.2 Évaluation du rapport de l'auditeur sur les états financiers

- G.2.1 En ce qui concerne les états financiers annuels, le bailleur de licence doit exécuter les procédures d'évaluation minimales suivantes :
- a. évaluer si le périmètre de reporting se prête à l'octroi de licence aux clubs ;
 - b. évaluer les informations fournies afin de former la base de la décision d'octroi de licence ;
 - c. consulter et examiner les états financiers annuels, y compris le rapport de l'auditeur sur ces états financiers ;
 - d. étudier les conséquences de toute modification du rapport de l'auditeur (en comparaison avec le modèle normal sans réserve) et/ou les insuffisances en comparaison avec les exigences minimales en matière de présentation et de principes comptables conformément à [l'annexe G.2.2](#) ci-dessous.
- G.2.2 Après avoir revu le périmètre de reporting et lu le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels, le bailleur de licence doit les évaluer conformément aux points ci-dessous :
- a. si le périmètre de reporting ne respecte pas les exigences prévues à [l'article 55](#), la licence doit être refusée ;
 - b. si le rapport de l'auditeur exprime une opinion sans aucune réserve ni modification, cette opinion constitue une base satisfaisante pour l'octroi de la licence ;
 - c. si le rapport de l'auditeur indique l'impossibilité d'exprimer une opinion ou exprime une opinion défavorable, la licence doit être refusée, sauf si une opinion d'audit subséquente est fournie n'indiquant pas d'impossibilité d'exprimer une opinion ou n'exprimant pas d'opinion défavorable (en rapport avec d'autres états financiers relatifs au même exercice, lesquels satisfont aux exigences minimales) et que le bailleur de licence considère cette opinion d'audit subséquente comme satisfaisante ;

- d. si le rapport de l'auditeur, en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, comporte un paragraphe d'observation, des questions clés de l'audit ou exprime une opinion avec réserve, la licence doit être refusée, sauf si :
 - i. une opinion d'audit subséquente exempte de paragraphe d'observation, de questions clés de l'audit ou de réserve concernant la capacité à poursuivre l'exploitation est fournie pour le même exercice ; ou
 - ii. des documents justificatifs supplémentaires apportant la preuve de la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence ont été fournis au bailleur de licence et que celui-ci, les ayant évalués, en ait été satisfait.
- e. si le rapport de l'auditeur comporte un paragraphe d'observation, des questions clés de l'audit ou exprime une opinion avec réserve en ce qui concerne une question autre que la capacité à poursuivre l'exploitation, le bailleur de licence doit examiner les conséquences de cette modification en matière d'octroi de licence aux clubs. La licence peut être refusée, sauf si des documents justificatifs supplémentaires ont été fournis au bailleur de licence et que leur évaluation lui a donné satisfaction. Les justificatifs supplémentaires susceptibles d'être réclamés par le bailleur de licence dépendent de la raison de la modification du rapport d'audit ;
- f. si le rapport de l'auditeur fait référence à toute situation définie à [l'article 54](#), la licence doit être refusée.

G.2.3 Si le candidat à la licence fournit des informations complémentaires et/ou des états financiers retraités, le bailleur de licence doit évaluer en plus le rapport de l'auditeur sur les procédures convenues en ce qui concerne ces informations complémentaires et/ou les états financiers retraités. La licence peut être refusée si le rapport de l'auditeur n'apporte pas satisfaction au bailleur de licence et/ou comporte des références à des erreurs et/ou exceptions relevées.

G.3 Évaluation de la documentation relative à l'octroi de licence eu égard à l'absence d'arriérés de paiement

- G.3.1** En ce qui concerne le critère de l'absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football, le personnel et les administrations sociales et/ou fiscales, le bailleur de licence peut décider :
- a. d'évaluer lui-même les informations soumises par le candidat à la licence, auquel cas il doit procéder à l'évaluation conformément à [l'annexe G.3.2](#) ; ou
 - b. de confier à un auditeur indépendant l'exécution des procédures d'évaluation en conformité avec la norme ISRS 4400, auquel cas le bailleur de licence doit évaluer les informations soumises par le candidat à la licence (en particulier les tableaux des dettes et les documents justificatifs correspondants) et examiner le rapport de l'auditeur. Le bailleur de licence peut procéder à toute évaluation complémentaire qu'il estimera nécessaire, y compris en étendant l'échantillon ou en demandant au candidat à la licence de fournir des documents justificatifs supplémentaires.

G.3.2 Que l'évaluation soit effectuée par le bailleur de licence ou par un auditeur indépendant eu égard au respect du critère de l'absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football, le personnel et les administrations sociales et/ou fiscales, les procédures minimales suivantes doivent être réalisées et décrites dans le rapport du bailleur de licence ou de l'auditeur :

- a. obtenir les tableaux des dettes au 31 mars soumis par le candidat à la licence concernant les obligations dues au plus tard le 28 février (à savoir le tableau des transferts, le tableau relatif au personnel, le tableau relatif aux administrations sociales/fiscales et les documents justificatifs correspondants) ;
- b. effectuer les étapes nécessaires (y compris la détermination de la taille de l'échantillon) en vue d'évaluer l'exhaustivité et l'exactitude des soldes déclarés et émettre une conclusion pour chacune des procédures réalisées ;
- c. vérifier l'exhaustivité de tout solde d'arriérés de paiement déclaré par le candidat à la licence au 28 février ;
- d. vérifier le règlement de tout arriéré de paiement entre le 28 février et le 31 mars ; et
- e. identifier tout solde d'arriérés de paiement au 31 mars.

G.3.3 S'agissant du critère de l'absence d'arriérés de paiement envers l'UEFA et le bailleur de licence, ce dernier doit réaliser, au minimum, les procédures d'évaluation suivantes :

- a. examiner toute information reçue de l'UEFA concernant les arriérés de paiement en suspens dus par les clubs affiliés au bailleur de licence et vérifier le règlement de tout solde d'arriérés de paiement entre le 28 février et le 31 mars ; et
- b. procéder à toute évaluation complémentaire et demander au candidat à la licence tout document justificatif supplémentaire qu'il jugerait nécessaire.

G.4 Évaluation de la lettre d'affirmation écrite avant la décision d'octroi de licence

G.4.1 En ce qui concerne la lettre d'affirmation écrite, le bailleur de licence doit la consulter et étudier les répercussions de tout changement important intervenu en relation avec les critères d'octroi de licence aux clubs.

G.4.2 Le bailleur de licence doit également consulter et étudier les informations relatives à tout événement ou circonstance de grande importance économique en combinaison avec les états financiers, les informations financières prévisionnelles et tous documents justificatifs fournis par le candidat à la licence. Le bailleur de licence peut décider de faire exécuter cette évaluation par un auditeur.

G.4.3 Le bailleur de licence doit évaluer la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence. La licence doit être refusée si, sur la base des informations financières évaluées par le bailleur de licence, celui-ci estime que le candidat à la licence risque de ne pas pouvoir poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison de licence.

G.4.4 Si le candidat à la licence (ou le membre inscrit qui dispose d'une relation contractuelle avec le candidat à la licence au sens de [l'article 14](#)) ou toute société

mère du candidat à la licence incluse dans le périmètre de reporting cherchait/cherche à obtenir ou a obtenu une protection contre ses créanciers conformément à la législation applicable en matière de faillites au cours des douze mois précédant la saison de licence, ou s'il/si elle bénéficie d'une protection au moment de l'évaluation, la licence doit lui être refusée. Afin de lever toute ambiguïté, la licence doit être refusée même si l'entité concernée n'est plus au bénéfice d'une protection contre ses créanciers au moment de la prise de la décision en matière d'octroi de licence.



UEFA
ROUTE DE GENÈVE 46
CH-1260 NYON 2
SWITZERLAND
TELEPHONE: +41 848 00 27 27
TELEFAX: +41 848 01 27 27
UEFA.com

WE CARE ABOUT FOOTBALL
